

Géopolitique

Daniel van Eeuwen

Trucs annuels bien :

Rapport Ramsès de l'IFRI

L'année stratégique,

L'état du monde, B. Badie.

Atlas sympa :

CH Gérard,

FOUCHER Michel, *La bataille des cartes*

RAISSON Virginie,

Bouquins cool :

La géopolitique, Pascal Lorot, Montchrestien (sur les origines de la géopolitique)

Un bouquin aussi de Moreau-Desfargues.

Difficile de définir la géopolitique. Au XXème, les nazis se sont accaparé la géopolitique à des fins idéologiques, et ont tué cette discipline qui était née fin XIXème. Elle a connu une deuxième jeunesse à partir des 80s.

Yves Lacoste et Michel Foucher ont sorti une approche **aussi révolutionnaire que la lessive Ariel**, à base de cartes.

L'idée est de voir la géopolitique non pas selon la vieille cartographie de la planisphère avec l'Europe au milieu, l'Occident d'l'aut' côté, et l'Orient d'l'aut' côté. Mais si l'on est à Maiâmi ou Shanghhaï (**avec l'accent parce que le prof est trop trop fort et polyglotte avec ça**), on ne va pas voir le monde de la même manière, avec l'Europe et l'Atlantique centraux. On ne peut plus raisonner est-ouest à cause de la chute du Mur, ni nord-sud parce que le Brésil, 8ème puissance mondiale, est au sud, et la Bosnie-Herzégovine est au nord.

On va commencer par la préhistoire de l'approche géopolitique. On dit approche parce que ce n'est ni une science ni une discipline autonome. Elle est née de la géographie, mais y a pas que ça. La revue principale de géopolitique italienne s'appelle *Limes*, en référence à la frontière du monde romain. Certains considèrent que la géopolitique est « de l'Histoire, bien sûr ! ». Elle vient aussi des RI, qui ne sont déjà pas faciles à définir (discipline autonome ? Sous-ensemble de la science politique ? La science politique est-elle déjà autonome ? **Enfin c'est un beau bordel**). Michel Foucher définit la géopolitique comme une « boîte à outils ». Pourquoi a-t-on des conflits identitaires qui remontent ? (Érythréens, Catalans, Tamouls...). On va nous dire qu'on est formatés par les *blockbustazz* et les *méidjeuws* (**avec l'accent encore**). En face de ça, on va dire « mais

moi je suis Corse ». Ou Juif. Ou homosexuel. En tout cas, sûrement pas européen, même si on y est favorable. Si on ne fait pas d'anthropologie, comment comprendre les conflits identitaires en Bolivie ? Si on ne fait pas d'économie, comment comprendre le conflit latent entre Chine et USA ? La géopolitique, ce n'est pas de l'analyse de risque-pays.

Sommaire

Chapitre introductif - « L'archéologie » de l'approche géopolitique.....	3
Chapitre I - L'empire américain.....	8
Hyperpuissance, superpuissance ou déclin ?.....	8
Les relations inter-américaines.....	16
Géopolitique du Yémen.....	19
Géopolitique du Pakistan.....	25
Chapitre 2 - Le nouveau monde multipolaire.....	34
Chapitre 3 - Fragmentation du monde, quelles réalités ?.....	34
Le soft power.....	34

Chapitre introductif - « L'archéologie » de l'approche géopolitique

On voit chez Bodin et les premiers économistes (XVI-XVIIème) des considérations géographiques du point de vue de l'espace. Cela va déboucher sur la géographie politique, puis une politique du point de vue de l'État : la *geopolitik* allemande.

Le *limes* contemporain : chez les Romains, c'était la frontière contre le déferlement des barbares mangeurs d'enfants. C'était une isobarre, comme on dit aujourd'hui, qui régule les pressions. C'est là que l'on recherche une limite d'équilibre. Aujourd'hui, le Nord et le Sud se rencontrent à la frontière entre États-Unis et Mexique. Le Mexique est dans l'Amérique du Nord, mais est culturellement, politiquement, socialement, très différent du reste de l'Amérique du Nord. L'ALENA n'est pas un accord de libre-circulation des personnes. La Méditerranée aussi. Quand on entend la « droite populaire » (Joissains, Mariani), sans parler de la droite du Borgne et de la grosse vache, on voit très bien de quoi il est question. La Méditerranée est un lac commun. Le lac commun de l'Occident, c'est l'Atlantique. C'est par là que sont passés le *Mayflower*, le commerce triangulaire et l'argent fraîchement extrait de Potosí. L'Amérique a sa propre Méditerranée : la Caraïbe. Idem pour la mer de Chine : le *limes* y passe. Les États qui sont sur le *limes* doivent l'assumer : le Mexique a son propre programme d'immigration pour les Guatémaltèques *e tutti quanti* ; la Turquie est double : la Turquie européenne d'Istanbul et la Turquie asiatique, liée aux républiques d'Asie centrale (Turkménistan...). En Méditerranée, on a le problème de l'immigration avec Ceuta, Melilla, Malte et Lampedusa.

Le *limes* est donc le plus ancien concept géopolitique, et il est encore brûlant d'actualité. L'Afghanistan fut un État-tampon entre USA et URSS ; aujourd'hui, c'est davantage le Pakistan.

Depuis Miami, on voit quoi ? Cuba, l'Amérique centrale avec tout le bordel, le Venezuela et la Colombie.

Quand la dictature argentine veut récupérer les Malouines, elle a l'appui de tout-le-monde. Parce que les Malouines, c'est l'Alsace-Lorraine argentine. Idem pour le Maroc avec le Sahara occidental.

À partir du XVIIIème-XIXème, la montée du libéralisme pousse à moins s'occuper de l'État, sauf en Prusse et en Russie. C'est là que Ratzel et Haushofer posent les bases de la géopolitique. La géographie subit une mutation avec Humboldt et Ritter ; elle cherche à ne plus être la description du monde. On va commencer à réfléchir sur les espaces et puissances.

Friedrich Ratzel : en 1897, il développe la théorie organique de l'État : l'État est un organisme ; il se réfère à la biologie, chose que l'on retrouvera jusque chez Pinochet.

Comme un organisme vivant, il essaie de prendre en compte la formation des nations, qu'il assimile à un organisme. Il rapproche l'épanouissement d'un peuple et *Lebensraum*, notion qui sera au cœur de la géopolitique hitlérienne. Son but est nationaliste ; la plupart des auteurs de cette époque ont des visées nationalistes ; lui, c'est la puissance de l'Allemagne. Il explique que certains peuples doivent occuper l'espace car elles se caractérisent par un « sens géographique ». Rudolf Kjeller, professeur d'histoire suédois à Göteborg et Uppsala, invente en 1899 la notion de géopolitique. Pour lui, la géopolitique inclut les aspects physico-géographique, l'économie, le peuple et ses caractères nationaux et raciaux, la communauté sociale et le gouvernement. Sur cette base, il divise la science politique en 5 membres : *écopolitique*, *démopolitique*, *sociopolitique*, *cratopolitique*, et **géopolitique**. Kjeller porte aussi un projet de reconquête territoriale de la Suède après le déclin du XIXème, habillant cela de bases scientifiques pour le justifier. Pinochet, dans un ouvrage intitulé *Géopolitique*, affirme, s'appuyant sur des notions organiques, qu'il y a les forts et les faibles, et que les forts, manquant d'espace, iront sur le territoire du voisin faible.

L'amiral nord-américain Alfred Mahan est l'apôtre du *sea power* ; il écrit un ouvrage à Boston en 1898. C'est le premier théoricien de la puissance maritime, et de l'importance stratégique du contrôle des mers. On le retrouvait déjà chez Thucydide, mais Mahan est le premier à la théoriser. Passant en revue les batailles du passé, il montre le facteur décisif de la mer. Les composantes de la puissance maritime sont le commerce (maritime bien sûr), la protection militaire de celui-ci (donc une flotte militaire), des bases portuaires aux quatre coins du globe. Dans *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, on a la Bible de la géopolitique maritime. Cent ans plus tard, Yves Lacoste écrit que les grands remaniements géopolitiques du dernier quart de siècle est que les États se sont octroyés de grands espaces maritimes, avec le droit de la mer.

Le Brésil s'est posé la question de son plateau continental après la découverte de très grands gisements de pétrole *offshore* au-delà de leur plateau continental. Ils ont donc décrété unilatéralement que c'était à eux.

Avec la décolonisation, on a eu des micro-États, alias nano-États ou États philatéliques. La création du Belize en 1981 a posé un problème de délimitation de la mer territoriale avec le Honduras.

Les progrès technologiques : désormais, les sous-marins peuvent passer sous les pôles. La marine russe est en reconstitution, malgré le mouroir de Vladivostok.

On dit que le centre du monde s'est déplacé de l'Ancien Monde (Europe, Méditerranée, Afrique) vers les États-Unis, ex-puissance et hyperpuissance. Problème : ben c'est pas fini !! Le centre du monde est en déplacement vers l'autre côté du Pacifique. Les États-Unis absorbent les migrants asiatiques, les informaticiens indiens. L'APEC prend de l'importance.

Après la PGM, on entre dans l'ère de la géopolitique. Karl Haushofer, attaché militaire allemand au Japon en 1908, observe le développement du *dai nippon*, les

pratiques d'annexion (Corée) et la justification de cela par une modification de cartes (la Corée en forme de poignard vers le cœur du Japon). Ayant lu Ratzel, Kjeller et MacKinder, il développe 3 thèmes : l'Allemagne doit avoir un espace plus large ; la grande Allemagne doit croître vers l'est ; l'Allemagne doit assurer son hégémonie sur la *Mitteleuropa*. Il reprend les trois principaux auteurs de la génération précédente.

Les politiques extérieures et de sécurité de l'Europe (PESC et tout) se tournent vers l'Europe centrale. Les marchés allemands, grande force de l'Allemagne réunifiée, avaient l'avantage d'y être déjà implantés. On est dans la conception de Haushofer.

Haushofer porte la géopolitique comme une science nationale, qui se centre sur la notion d'espace vital. Elle sera reprise par les nazis, ce qui la discréditera.

MacKinder (UK) construit une interprétation historique de l'évolution de l'humanité, rappelant que les peuples premiers sont issus de migrations nomades. La zone pivot (*Heartland*) est la Sibérie, historiquement occupé par la Russie, qui est le centre d'un espace qu'il appelle l'île mondiale. Il forge, notamment, le terme d'Eurasie. C'est l'un des premiers à raisonner sur la base d'un planisphère, avec une théorie qui place l'Europe de l'Est comme commandant le *Heartland*. L'idée est alors, dans ce cas, d'éviter une alliance germano-soviétique pour contrôler le *Heartland*. Il propose une théorie de l'affrontement terre-mer (Allemagne + Russie contre UK). [...] L'URSS, ayant après la Seconde Guerre mondiale pris le contrôle de l'Europe de l'Est, contrôlait seule l'Eurasie en face d'un monde anglo-saxon, maritime, dominé par les USA.

Spykeman (NED-USA), enseignant à l'université de Yale, publie en 1942 *America's Strategy in World Politics*, prenant le contre-pied de MacKinder. Pour les USA, ce qui est important, ce n'est pas le *Heartland* mais l'anneau extérieur : le *Rimland*. Il montre qu'il y a un encerclement de l'Amérique du nord par l'Eurasie. Entre USA et URSS, il y a le *Rimland*, lieu où se développe la rivalité est-ouest. « Qui contrôle le *Rimland* contrôle l'Eurasie. » pour les USA, il s'agit de contrôler indirectement le *Heartland*, et donc de contrer le contrôle direct du *Heartland* par l'URSS. Donc le plus important, c'est la puissance maritime et aérienne - dont il est l'un des premiers théoriciens.

Kennan et Paul Nitze, dans un document de *National Security Council*, amorcent la doctrine Truman du *containment*. Il s'agit de contrer les poussées communistes en Grèce et en Corée. La Corée est un « État-amphibie » dont le contrôle est essentiel. Aujourd'hui, la stratégie obamienne consiste dans un certain sens en un *containment* du terrorisme. **Mais ils sont où, mais ils sont où, mais ils sont où les terroristes... ?** ♪♪

On ne parle plus de géopolitique, où si peu, pendant une large période de la Guerre froide. On se base sur la théorie des jeux, de go ou des dominos selon que l'on est Chinois ou Américain. Comment expliquer les théories révolutionnaire dans une situation d'équilibre - nucléaire, s'entend - de la terreur ? Depuis la Seconde Guerre mondiale, on a eu plus de morts dans les guerres conventionnelles que pendant la Seconde Guerre

mondiale.

La guerre Iran-Irak, par exemple, n'est pas explicable en des termes binaires : on y retrouve les deux grands adversaires du même côté. Il va falloir avoir recours à des explications sociologiques, culturelles, ethniques et surtout religieuses. Si l'on veut comprendre l'Afrique, comment ne pas intégrer les variables ethniques (Rwanda, Côte-d'Ivoire) ? On doit les intégrer, d'autant que le mondialisation qui se précise est uniformisante. La force du *power*, fût-il *soft*, fait ressortir les identités. On a une tendance qui fait ressortir les identités (Balkans, Érythrée). Dans un monde de la complexité, on ne peut pas avoir des explications univoques ou binaires. Une nouvelle approche, qui va se faire jour dans les 70-80s, se base sur de nouveaux travaux (revue *Hérodote*, M.-F. Garaud). On ne va pas qualifier la géopolitique comme science. La notion d'espace vital est venue définitivement contrecarrer cette conception.

[...] L'analyse des géographes (Lacoste, Foucher) est différente de celle des RI, et donc des sciences politiques (Badie et tout ça). Les politologues ont trop tendance à penser que le territoire n'a plus d'importance. Badie passe son temps à dire qu'il faut voir Aron, les théories réalistes, l'État et la puissance. En effet, c'est plus l'État que l'espace, que le territoire ; plus l'entité de la puissance que son espace. Les nouveaux courants commencent à s'y intéresser et font des études multifactorielles. On n'a pas que des relations Washington-Paris, Moscou-Varsovie, Pyongyang-Séoul (ah non, pas Pyongyang-Séoul)... La géographie, c'est penser l'espace en des termes stratégiques. Penser l'espace, c'est aussi penser le temps. L'Histoire, c'est bien joli, mais elle n'est pas indifférente à l'espace. Elle a subi une mutation majeure, avec l'école des Annales et l'approche braudelienne, qui tient compte des temps (courts-longs) : le 14 juillet 1789 se produit au terme d'un XVIIIème siècle, 20 ans après Louis XV, 70 ans après Louis XIV, donc on est dans une sorte de continuité ; la montée de la bourgeoisie fait suite à un processus séculaire. Il faut aussi tenir compte du rôle de l'État : Colbert, tout ça. L'Histoire, c'est la conjonction de plusieurs phénomènes à telle ou telle date.

La géopolitique vise à classer des phénomènes selon des ordres de grandeur. On zoome. Puis on situe les événements, en ayant recours à l'élément historique. On définit la part de réalité observable ; puis une fois qu'on a réduit l'échelle d'analyse, on va mobiliser les catégories d'explication. Si l'on prend la crise libanaise, c'est très souvent dans un contexte de guerre, et on a besoin d'une géographie des forces - politiques, confessionnelles, de Beyrouth, de la côte, de la Bekaa... -, d'un relief.

Le terme « géopolitique » a tant de succès qu'on parle de géopolitique interne - des banlieues, électorale... - en plus de l'externe. La question de la partition du Soudan - certes, il y a eu l'Érythrée - est ethnique. Si l'on redessine les États africains en fonction des ethnies, est-ce que ça va y installer mieux la démocratie ?

Géopolitique active : développement de l'espace national. Prenons l'exemple du Brésil : c'est la mise en œuvre opérationnelle de programmes par le gouvernement. On a, face à cela, une géopolitique réactive : les néocons avaient une pensée réactive. Ils ont

réagi au 9/11. Le Brésil a une pensée active, mais le reste de l'AL se base sur « celui d'à côté y veut nous bouffer ». tous les partis populistes (UDC) se basent aussi sur une pensée réactive (« attention on est menacés »). L'idée est d'intersection des ensembles spatiaux.

[Les Coréens font du ski]

[« La biblio c'est trop bien »]

[Les Brésiliens y sont trop forts]

Les économies de guerre se sont transformées. Les guérillas dépendaient d'un allié, avaient un sanctuaire fourni par un camp, et en face ceux qui suscitaient le conflit. En Angola, on a eu un conflit dont les enjeux étaient directement liés à la question de l'apartheid. On a eu également en AL des mouvements de libération nationale qui dépendaient de Moscou, contre l'adoption d'un régime marxiste à leur éventuelle arrivée au pouvoir. Les guérillas recherchent, alors, des financements. L'économie de guerre est criminalisée dans la mesure où l'humanitaire en est parfois victime. On a des narco-guérillas, venant des diamants, des émeraudes (Khmers rouges), des saphirs... Les FARC ont leurs propres écoles, leurs propres hôpitaux, et les combattants sont salariés. On a des PME de guerre attractives, parfois même pour les jeunes et les enfants.

Longtemps, l'Occident a soutenu les Khmers rouges contre l'URSS.

Chapitre I - L'empire américain

Hyperpuissance, superpuissance ou déclin ?

Les USA naissent d'une guerre d'indépendance; ils sont peuplés par des *wasps*, Anglo-saxons donc. Au XIXème, les USA deviennent la principale puissance politique, diplomatique et économique de l'Amérique face à l'UK. Ils théorisent leur politique extérieure en 1823 (doctrine Monroe) : l'Europe dehors ! L'Espagne venait de se faire virer et tentait de résister. Les Tzars russes avaient montré des ambitions américaines ; la doctrine Monroe va contre cela. « L'Amérique aux Américains », c'est « L'Amérique aux Étatsuniens ».

Fin XIXème début XXème, c'est l'expansion des USA dans leur *backyard*. Ils évincent définitivement l'Espagne de Cuba ; pour beaucoup, 1898, c'est la naissance de la République impériale. Theodore Roosevelt, qui a combattu à Cuba, inaugure la « diplomatie de la canonnière » et le *Big Stick*. C'est la période de multiples invasions (Haïti, Nicaragua) ; économiquement, on est dans la période dorée de l'UFCo. Au Nicaragua, face à Sandino dans les 30s, ils installent la famille Somoza.

À partir de la fin XIXème, ils sont très actifs dans une région qu'ils considèrent comme la leur, comme leur zone d'influence naturelle. Ce qui commence à changer avec Franklin Roosevelt, c'est la « politique du bon voisinage », qui est un impérialisme d'ingérence (compagnies privées, clientélisme) avec la « diplomatie du dollar » (Taft), jusqu'aux interventions à la Grenade (83) et au Panama (85).

Les USA vont commencer à s'ingérer, à partir de 1898, dans ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence, et développer une diplomatie de la canonnière en Amérique centrale.

Après la Seconde Guerre mondiale, la politique extérieure des USA se caractérise par la volonté de répondre à la menace soviétique, et donc au *containment*. On le retrouve dans les analyses de George Kennan et Paul Nitze. Il a pour objectif de construire un complexe militaire permettant d'intervenir à l'extérieur. L'endiguement est actif.

L'endiguement a longtemps consisté en un « péril rouge », auquel il convient de répondre par des interventions (Grèce, Corée). À partir des 50s, le président Eisenhower est soumis à une très forte pression pour le *roll-back*. En 1956, lorsque l'URSS envahit la Hongrie, les USA ne bougent pas ; on a beaucoup dit que cela s'opposait à la théorie du *containment*, et que cela allait dans le sens de la logique territoriale de Yalta, qui laissait à l'URSS le contrôle d'une certaine zone. De même, lorsqu'il y a des mouvements de libération nationale, les USA interviendront peu ou mal, et n'empêcheront pas les MLN de l'emporter, même si ces mouvements penchaient plutôt à gauche et vers l'URSS.

Les USA, aujourd'hui, n'imposent pas leur volonté, ni à Israël, ni à l'Égypte. Ils préfèrent la stabilité à la démocratie.

Dans les 50s, la CIA est créée, dirigée par Alan Dulles, frère de John Foster. Ils mènent des *covered actions*, comme le renversement de Mossadeq en Iran en 53, parce qu'ils le considèrent comme un communiste en puissance (nationalisme + nationalisations = communisme). En 54, les USA renversent le président guatémaltèque Arbenz qui veut faire une réforme agraire, et dont la femme est proche de certains cercles intellectuels dont certains sont proches du PC. Donc il est communiste, donc c'est mal. Richard Nixon, vice-président, déclare qu'un gouvernement communiste a été remplacé par un gouvernement libre et que le monde entier regarde.

Kennedy estime que l'affrontement est-ouest se passe dans le Tiers-monde, et donc il faut restaurer le prestige US en renforçant la course aux armements, et donc le complexe militaro-industriel. Après 59 et la Révolution cubaine, la doctrine Monroe est dépoussiérée avec l'embargo. Fidel a fait l'objet d'innombrables tentatives d'assassinat et de *covered actions*. La *covered action* la moins *covered* est la foireuse opération de la Baie des Cochons. Kennedy met en place l'Alliance pour le Progrès, visant à établir des gouvernements progressistes, avec des réformes agraires contrôlées par des gouvernements démocrates-chrétiens. On essaye de faire une réforme agraire sans déposséder personne. Un président hondurien disait « *hay que tomar medidas* », mais n'en prenait pas. Cette déclaration avait été considérée par les oligarchies locales comme une preuve de bolchevisme effronté au couteau entre les dents. Elles ont mené un *lobbying* à Washington, faisant pénétrer dans les esprits l'idée que tout gouvernement réformiste est communiste.

En 65, Johnson envoie les troupes en République dominicaine pour destituer le président Juan Bosch, modéré mais qui a eu le malheur de proposer une réforme agraire, et de menacer les intérêts US dans le tourisme. « Washington interviendra dans tout pays des Amériques où les communistes tenteront de prendre le pouvoir ».

Nixon, à part qu'il mettait des micros partout, a posé le principe « ennemi de mon ennemi ». Est-ce que les militaires argentins sont de grands démocrates ? Non, mais au moins, ils sont pas communistes et les trains arrivent à l'heure. Parallèlement, Nixon discute avec l'URSS d'une politique de détente, avec une volonté d'éviter les confrontations militaires et l'encerclement nucléaire de l'URSS. Pendant la crise des missiles de Cuba, on sait ce qui s'est passé intégralement, minute par minute. Dans le *deal* final, il y avait le retrait soviétique des armes, en échange d'un retrait des missiles US en Turquie. Beaucoup craignent, aujourd'hui, que El-Baradaï en Égypte soit comme le PM iranien d'après la chute du Shah qui a permis aux mollahs de prendre le pouvoir. Y a-t-il un « syndrome irakien » ? Pourquoi les USA interviennent-ils dans des territoires où ce ne sont pas leurs intérêts directs qui sont en jeu (Corée, Vietnam, Irak) ? Il y a des guerres qui ne peuvent pas être gagnées. « comment voulez-vous être le harki des USA si vous savez que les Américains vont partir et que vous, vous allez rester ? » L'Inde

refuse de s'allier avec les USA car elle se dit que quand même, lui laisser des talibans de partout et après venir lui parler d'alliance, ça craint. Pendant la guerre du Vietnam, il y a l'idée qu'il ne faut pas aller faire la guerre si on n'y a pas directement intérêts (*Devine qui vient dîner ce soir ?*, etc...).

La vision multipolaire qu'est celle d'Obama était celle de Carter 35 ans auparavant. Zbigniew Brzezinski écrit, alors que monte *Solidarnosc*, que l'on ne peut pas réclamer le droit de se syndiquer librement pour un ouvrier polonais et nier en même temps le droit à la terre d'un paysan salvadorien. On a, avec les accords Torrijos-Carter, l'amorce d'une relation plus juste avec l'Amérique centrale, « région que les USA ont parfois dominée comme l'URSS domine l'Europe de l'Est ». Après avoir hésité, Carter va soutenir une junte militaire à El Salvador. Après les événements d'Iran et d'Afghanistan, il en revient au *containment* militaire, appliqué au Golfe Persique. La doctrine Carter est une menace d'utilisation de troupes US partout où il y aura des poussées soviétiques, surtout dans le golfe persique. Là, on n'est plus dans le monde multipolaire bisounours. Tous les conflits en Amérique centrale sont resitués dans l'affrontement est-ouest. La fin du mandat de Carter a amorcé la politique reaganienne.

Reagan : « La Caraïbe est menacée de devenir un lac marxiste-léniniste ». Il faut arrêter le repli et *reassert* (réaffirmer) la position US. « Si nous ne pouvons nous défendre là, nous ne pourrons plus nous défendre nulle part ». quand Reagan dit que El Salvador est plus proche du Texas que le Texas de Massachussets, on est dans de la géopolitique au sens strict. L'intervention reaganienne à la Grenade, contre un régime où les dirigeants se sont assassinés mutuellement entre pro-cubains et pro-soviétiques, se fait grâce à la bénédiction de la PM de la Dominique, et de photos douteuses d'avions qui laisseraient présager l'ombre de la possibilité de l'existence de forces peut-être cubaines, ou soviétiques, ou rouges au couteau entre les dents. Il développe les *contras* au Nicaragua pour « couper le cordon ». L'analyse reaganienne ne prend pas en compte des facteurs nationaux.

Bush père s'interroge sur le nouvel ordre mondial, puisqu'il vit l'effondrement de l'URSS. Il s'interroge sur le rôle des USA dans le monde - incertain - post-Guerre froide. Il parle de recourir, parfois, à un usage sélectif de la force militaire, sans toutefois devenir les gendarmes du monde. Son modèle est Theodore Roosevelt (diplomatie de la canonnière). À Panamá, la CIA paie un militaire panaméen, Manuel Antonio Noriega, faisant partie de la Garde nationale et anciennement proche de Torrijos, mort dans un accident d'avion douteux dont la CIA n'est pas à exclure. Donc Noriega lui succède. L'idée en sous-main, pour les USA, est de faire annuler les accords Torrijos-Carter pour conserver le canal. Noriega utilise les canaux classiques panaméens pour se financer : bordels, trafic de drogue... Panamá est également une porte dérobée pour faire entrer les produits US à Cuba. Ça ne plaît pas aux USA, qui veulent s'en débarrasser : il est narcotrafiquant, antidémocrate, et en plus il soutient Cuba. Les USA interviennent également en Somalie, Bush arguant que tout le reste a échoué. Au même

moment, Gorbatchev va expliquer que l'URSS ne va pas aider les révolutionnaires d'AL. On est dans un « refoulement négocié », car l'URSS en délitement a besoin d'argent. On est entre isolationnisme et unilatéralisme.

La question des ressources naturelles : le Venezuela pour le pétrole et l'Afrique du sud pour les diamants (l'apartheid étant gage de stabilité). Les canaux (Panamá et Égypte) ; les marchés (ex-URSS, pays d'AL en développement).

Sous Debeuliu, la guerre en Irak était au nom de la lutte contre le terrorisme. Elle était décidée avant même que Debeuliu n'arrive au pouvoir.

Raymond Aron sur les États-Unis : « Légalisme et moralisme, avec quelque penchant au messianisme, réalisme et maniement du gros bâton de l'autre ».

Clinton s'est, d'une façon assez singulière, rattaché à cette conception, n'oubliant pas que la diplomatie était commandée par les intérêts commerciaux. C'est au nom de ça qu'il est intervenu en Somalie, Bosnie, Palestine, Haïti... Faut dire que l'Europe a été très incompetente sur la Yougoslavie et la Bosnie, mais quand même ! Si l'on met en parallèle les différents présidents, on se rend compte que finalement, ils se ressemblent quand même beaucoup. Il ne s'agit pas de dire que Bush = Obama, mais quand on regarde la réalité politique de construction du « *Grand Middle East* » et l'attitude US vis-à-vis de l'Égypte, on se rend bien compte qu'il n'y a pas de substitut à l'Égypte pour l'équilibre de la région maîtrisé par les USA.

La crainte de voir arriver un régime à l'iranienne en Égypte est un fantasme, mais il existe. Quant à l'armée, quel sera son rôle ? Une armée qui facilite la transition démocratique, je m'excuse mais merde ! En outre, Moubarak est un militaire pur jus. Il a gagné une guerre et n'en a plus fait depuis ; voyez le parallèle avec le désastre de la Guerre des Six-Jours.

Lorsque Clinton est arrivé, on a dit qu'il n'avait pas de convictions, tatata. Après l'arrivée d'Obama, il a eu plein de bons sentiments vis-à-vis d'Israël, mais Netanyahu, il s'est un peu torché avec dans la mesure où les USA n'avaient pas de moyen de pression. Obama, c'est « gagner à la F. Roosevelt ou perdre à la Carter ». Ce qui a planté Carter, c'est la tentative d'intervention pour libérer les otages de Téhéran, puis une tentative avortée sur l'Irak. Cela a démontré que Carter n'avait pas de politique extérieure. C'est Clinton qui met en place l'ALENA et la coopération avec le Mexique. La crise financière au Mexique (« effet tequila ») a fait verser les Républicains et une partie des Démocrates dans une position anti-ALENA, visant à revoir l'accord au rabais.

Après les atermoiments du premier mandat, Clinton va intervenir au nom des jolies valeurs démocratie tout ça.

Chez Bush, on a un changement d'un mandat à l'autre. Sous l'influence des néocons, pendant son second mandat, il amorce un virage avec Condoleezza Rice. Le premier mandat est un mandat où la fermeté prévaut vis-à-vis de l'Axe du Mal (Corée du Nord, Iran, Chine), la méfiance vis-à-vis des organismes internationaux. Les USA ne signent pas

de traités multilatéraux (TPI, Kyoto...). La relation avec les alliés se tend sur la question de l'Irak ; même le Mexique condamne l'intervention. L'idée est à la fois d'exporter la démocratie (fût-ce par la force) et de faire la guerre au terrorisme, contre lequel on pense qu'on n'a pas été assez ferme jusque-là.

Fin 2005 début 2006, on a un virage : en janvier, Condoleezza Rice, secrétaire d'État (MAE) annonce une *transformational diplomacy*. Il s'agit de perpétuer l'essence de la diplomatie US (États démocratiques, bien gouvernés, répondant aux besoins de leur peuple et se conduisant de manière convenable dans les RI).

Les néocons voient leur influence baisser par rapport aux néoréalistes, sous l'influence de Condoleezza Rice. L'idée des néoréalistes est que les USA ne peuvent pas faire cavalier seul sur la scène internationale et doivent coopérer avec leurs alliés et l'ONU. Les « progrès » en Irak étant assez lents et les scandales liés à l'armement se multipliant, les partisans purs et durs de la guerre à la Cheney sont affaiblis. Colin Powell est un représentant des néocons. « On peut avoir plus d'un son de cloche » (Condoleezza). Paul Wolfowitz, John Bolton, sont des néocons de premier plan sous la présidence Bush. Sur le dossier nord-coréen, les USA infléchissent leur position et entament des négociations avec Pyongyang pour négocier une aide économique contre un adoucissement du programme nucléaire. À ce dialogue sont invités la Chine, anciennement Axe du Mal, le Japon et la Russie.

Sur l'Iran, les néocons considèrent que c'est l'Iran qui menace la sécurité au *Middle East*. La désignation très manichéenne et biblique vient des courants traditionalistes chrétiens et juifs sur-représentés dans les milieux néocons. Sur Téhéran, la brouille diplomatique est partiellement levée ; il y a une proposition d'adhésion de l'Iran à l'OMC. Pour stabiliser l'Irak d'après-guerre, c'est pas gagné, avec les chiites, sunnites et tout ça. La diplomatie US a pensé que la stabilisation de l'Irak pourrait passer par l'Iran, de par son influence sur les chiites.

Dans le cas du Soudan, la résolution visant à déférer les criminels de guerre devant le TPI a été d'abord rejetée par les USA, ceux-ci ayant peur que l'on veuille juger leurs propres criminels de guerre. En février 2005, ils cessent de s'opposer à la résolution de l'ONU visant à déférer les criminels de guerre. Les néocons sont ensuite revenus à l'offensive, cherchent une coopération militaire avec certains États asiatiques contre la Chine, avec notamment des bases US au Japon. Aujourd'hui le Japon et l'Australie sont en train de remettre cela en cause. « Bush II » et sa diplomatie transformatrice reprennent l'initiative malgré le maintien d'une influence néocon. Rumsfeld a prévenu contre la montée de la Chine et a requalifié la Corée du Nord d' « État criminel ».

Qu'en est-il de la présidence actuelle ? On ne peut pas vraiment la juger car elle est trop proche. Obama a eu le Prix Nobel trop tôt, et a dit lui-même que c'était un cadeau empoisonné. Le discours du Caire en 2009 est très ambigu. Certains vont jusqu'à dire que la révolution actuelle découle de ce discours. D'autres soulignent que Moubarak est un rempart contre les islamistes, et que les USA ont empêché l'émergence de toute

opposition et de toute contestation dans la société civile. Quelques jours avant le début du soulèvement, Hillary Clinton affirmait que le régime Moubarak était stable. Sur les \$26 d'aides USA-Égypte, deux tiers financent l'armée. Lorsque l'armée égyptienne réprime la foule, elle le fait avec du matériel US. Les États-Unis auraient donc fait un chantage à l'équipement en échange d'une non-répression armée. En AL, tous les coups d'État militaires sont précédés d'une stagnation ou d'une baisse du budget militaire. C'est particulièrement évident dans le cas chilien, où l'armée était financée directement sur les bénéfices du cuivre.

[blabla sur le Costa Rica].

Zaki Laïdi, *Le monde selon Obama*, 2010 : beaucoup ont pensé qu'Obama allait devenir le président d'*Amnesty International*. Sa carte d'identité, multiple, ne peut pas ne pas avoir marqué sa vision du monde. Mais c'est aussi le monde qu'il a trouvé ; où les USA doutent d'eux-mêmes et de leur hyperpuissance, qui s'est effondrée avec le World Trade Center. La question de la fin de l'Histoire, c'est n'importe quoi. Obama a trouvé des USA dont l'image est sérieusement écornée par le guêpier irakien et la crise du modèle économique bien ultralibéral à l'étasunienne. L'exportation de la démocratie US s'est donc posée. Obama serait revenu à une politique jeffersonienne : les États-Unis doivent exporter leur démocratie, non pas en intervenant, mais en étant un modèle pour eux-mêmes. Lorsque l'on dit que ça n'a pas bougé, si l'on demande aux *Tea Parties*, ils vont dire que si, qu'Obama négocie avec le Diable. Cependant, la prétention US au *leadership* n'a pas été abandonnée. On y retrouve des expressions purement bushiennes (Bush père). L'idée, partagée entre Bush et Obama, est que sans les États-Unis, le monde irait beaucoup plus mal. Cependant, la différence consiste à la façon de l'exporter : par la force (Bush) ou par l'exemple (Obama).

Quelle est l'existence de l'Europe alliée ? Malgré des voyages obamiens en Europe, Obama ne la regarde sûrement pas comme une entité politique. Il la voit très mal, comme quelque chose de très insignifiant. Parallèlement, le « G2 » avec la Chine, avec toutes les difficultés que cela impose, est beaucoup plus fort.

Peu de temps après l'élection d'Obama, Védrine a publié *Le temps des chimères*, sur le nouveau monde d'Obama. Quel est, début 2010, le monde auquel est confronté le nouveau président des USA ? Parlant beaucoup de la politique extérieure de la France, il aborde l'Occident. Il affirme que « la chute du Mur est l'ouverture des frontières de la RDA par un régime à bout de souffle ». On en a fait une interprétation héroïque, mais en fait, ce n'est qu'une décision politique qui a entraîné toute la RDA, et pas seulement Berlin. L'Occident a, alors, cru à la fin de l'Histoire. Les Européens ont pensé qu'il y avait un monde post-tragique, post-identitaire, post-historique, un autre monde où on se délectait de l'« irrealpolitik ». La France a continué à se croire investie d'une mission exceptionnelle sans savoir ce que c'était. [...]

Le monde post-1989 est un monde post-américain (titre d'un ouvrage de Faaride Zakaria). Qui va le dominer ? L'Asie ? N'oublions pas trop vite l'Occident et le *soft*

power. Selon Zakaria, les idées de l'Occident survivront, même réappropriées par d'autres. Le communisme chinois, c'est l'économie de marché. Il faudra compter avec la Chine, l'Inde, les pays émergents-émérgés (Brésil) et d'autres, avec lesquels l'Occident devra composer. Les États-Unis ont le *hard power* (armée, dollar). On ne se demande pas s'il faut supprimer le dollar ; s'il y a une monnaie qui gerche, ce sera l'euro. Le *soft power* montre très bien que la culture US continue de régner sur toute la planète. Enfin, le *smart power*. C'est la combinaison intelligente des deux que les États-Unis connaissent bien.

À l'inverse, la Chine n'a pas de *soft power*. Ça se discute, dans la mesure où la Chine est dans une émergence pacifique. Elle a des succès en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, dans des régions où elle ne donne pas de leçons car elle n'en a pas à donner. La Chine pénètre par le *hard* (rachats massifs et colonisation), mais de façon *soft*, car la pénétration se fait sans coercition idéologique. Sur le *soft power* plus classique, l'Inde a un *soft power* régional avec Bollywood, mais pas plus. La Chine a une histoire, mais n'exporte pas et n'a pas de capacité d'exportation culturelle. Sa politique d'exportations d'institutions culturelles, avec les instituts Confucius, est très récente. Le *made in China*, c'est ce qu'on essaie de faire oublier. C'est un support potentiel pour le *soft power*, mais aujourd'hui, cela représente quelque chose de négatif.

Question de l'Europe : selon Védrine, soit elle se réveille, soit elle meurt. Si elle veut refaire un bon vieux concert des nations, cela ne se fera pas par des traités mais par une énergie créatrice. L'Europe s'est déjà suicidée deux fois dans des guerres mondiales ; c'est aujourd'hui un ovni politique. Le monde occidental a-t-il une chance de survivre à ses erreurs d'analyse ? Le « on est des meilleurs de toute façon », c'est une occidentalisation des esprits, partout dans le monde, même si elle est transformée. La marque qui devient un objet de vente (Chanel, Apple), ça vient des occidentaux.

Les USA continuent à incarner l'Occident dans le monde ; pas l'Europe. Les États-Unis ont élu un métis, mais ce qui est plus impressionnant, c'est que c'est un intellectuel. Qu'est-ce que l'Europe ? Elle n'a pas de politique extérieure. Sur l'Égypte, quelle est la position de l'Europe ? Il y a une culture européenne, mais elle est sans commune mesure avec l'industrie du cinéma hollywoodien. Le succès ou l'échec des USA

La décennie 90 a été celle de l'hyperpuissance US ; cela les a situés au centre des RI ; depuis 2001, les choses se sont transformées de façon significative (guerres US) ; l'Europe n'occupe plus la place centrale dans la vision US. Le Département d'État suit beaucoup plus la situation au Moyen-Orient qu'en Europe. De même, au centre de la politique d'Obama, la volonté de sortir du piège irakien alors que le piège afghan se referme.

En Iran, des députés de la majorité ont demandé la peine de mort - rien que ça - pour les députés de l'opposition. Le Brésil et la Turquie, anciens grands alliés des USA, soutiennent le programme nucléaire iranien. Ces pays émergents, voire émergés, veulent

montrer aux USA qu'ils ne détiennent pas les clés intégralement. À ces préoccupations s'ajoutent l'Afghanistan, le Pakistan et la Syrie, avec la preuve d'une non-maîtrise des USA de la zone. La diplomatie US se tourne vers New Delhi ; l'Inde, ancien allié de la Russie et voisin de la Chine, est dans une diplomatie tous azimuts en reconstitution. Elle doit assurer sa protection au nord (Kashmir) et sa prééminence dans l'Océan Indien. Pour l'Inde, le vrai problème est la question pakistanaise. L'alliance avec les USA viserait à sécuriser cette situation très inconfortable. Cependant, les USA marchent sur des œufs car ils doivent montrer leur importance.

En Afrique, la diplomatie US est de plus en plus présente. Historiquement, elle l'a beaucoup été au Maroc et en Égypte. On pourrait dire qu'il n'y a pas de pénétration US en Afrique ; ce n'est que partiellement vrai vu l'existence de régimes alliés, tels le Maroc et certains pays anglophones. L'influence chinoise vient de ses investissements massifs sur le continent, et du fait qu'elle prétend ne pas donner de leçons. Si l'on revient 60 ans en arrière, les USA ont été présents dans le Maghreb et le Machrek. En 1956, à Suez, les US ont voulu tordre le bras aux franco-britanniques et leur dire que leur ingérence, ça suffisait. Les USA sont intervenus au nom de la décolonisation. C'est au Caire qu'Obama est allé faire son discours tout plein de bons sentiments, ta ta ta... [...]

On ne peut pas s'immiscer dans les affaires internes d'un État. L'échec des interventions en Afghanistan et en Irak ne marque-t-il pas la fin des « guerres américaines » ? Lorsqu'en 1956, Washington et Moscou s'allient contre une guerre anachronique, il s'agit non seulement d'imposer leur vision et de montrer que l'Histoire coloniale c'est fini, mais aussi de se faire bien voir des futurs pays décolonisés.

Les USA ne se trouvent-ils pas aujourd'hui dans la situation franco-britannique d'il y a 50 ans ? Le chef Petreus a beau être très très balèze en Afghanistan, il lui est impossible de gagner cette guerre qui échappe aux US plus de jour en jour. C'est leur rocher de Sisyphe et tout ça. Les USA rêvent de se retirer. Les USA ont une très forte capacité d'intervention militaire, mais une très faible capacité de contrôle politique des territoires sur lesquels ils sont très présents militairement.

Que dit l'Inde ? « Quelle est cette superpuissance qui nous fait la cour parce qu'elle a besoin de nous pour contrebalancer la puissance chinoise, mais qui va nous laisser dans une merde noire vu le bordel qu'ils mettent en Afghanistan et au Pakistan et qu'ils s'appêtent à nous laisser en partant comme des voleurs ? »

Le temps de la diplomatie de la canonnière n'est-il pas révolu ? Exemple de la Côte d'Ivoire : la perspective d'une intervention militaire s'éloigne de plus en plus chaque jour. Pourtant, on considère la cause comme juste. Avant, on avait « j'interviens donc je suis ». On avait l'idée de la « chasse gardée » française en Afrique, pour montrer que ça, c'est à nous, et que comme ça, c'est à nous, on est plus forts. Aujourd'hui, les peurs d'enlèvement font que la guerre est considérée comme trop coûteuse, sur le plan humain comme financier. La guerre du Vietnam, avec le rapatriement permanent de cadavres, a

fini par faire basculer l'opinion contre elle.

On est actuellement entre deux mondes : celui de « l'Amérique dominante », derrière nous, et l'autre, celui des puissances émergentes, devant nous. La Chine, le Brésil (qui se voit comme nouveau modérateur de l'Amérique ; au Honduras, le président destitué a été hébergé dans l'ambassade du Brésil). On est dans une période intermédiaire car les solutions régionales ne fonctionnent pas encore (cf. Côte d'Ivoire).

Les USA sont dans une période de déclin, mais de déclin relatif. Les USA vont rester, sur le plan militaire du moins, la première puissance mondiale pendant très longtemps. Mais sont-ils capables de redéfinir le concept de puissance au vu de ce que sera le XXIème siècle ? La voie, ce serait le *smart power*, à mi-chemin entre *soft* et *hard power*.

La Chine s'arme très fortement. La volonté d'exercer, au détriment du Japon, de la Corée, une hégémonie sur la zone, est très claire. Les instituts Confucius sont une tentative de *soft power* à la chinoise. Les USA demeurent incontournables de par leur taille. À soutenir trop longtemps un allié qui va perdre le pouvoir, on risque de perdre tous ses soutiens. C'est pourquoi les USA ont poussé Moubarak vers la sortie.

Les relations inter-américaines

On va faire le *focus* sur le *western hemisphere*, surtout sur les relations entre Washington et Brasilia. Au début du XXème siècle, Bush a déclaré que l'AL serait « une priorité » pour les USA. Moins d'une semaine avant le 9/11, il a déclaré que le Mexique était leur première priorité dans le monde. L'exclusion, par la suite, de l'AL de l'agenda nord-américain, a été vue en AL comme un signe « d'indifférence et d'irrespect » (*Regreso del perfecto idiota latinoamericano*, par le fils de Vargas Llosa). Le fait que Washington ne s'intéresse plus à l'AL n'est plus perçu comme un bénéfice car fin de l'ingérence, mais comme de l'irrespect.

On a eu des accords commerciaux, migratoires et sécuritaires ; les *remesas* des *hispanics* représentent les principales sources de revenus dans certains pays (ex : République Dominicaine). Ils considèrent cependant les USA moins comme un allié fiable. Ex : les USA ont largement refusé un compromis sur les subventions à l'agriculture. Ils ont été condamnés par l'OMC sous impulsion... du Brésil. Le pays qui porte la bannière du libéralisme dans le monde et dans son continent se fait condamner par un pays de son continent pour son manque de libéralisme. Là, on est complètement dans le « faites ce que je dis pas ce que je fais ». L'AL est un marché de \$150G/an, dont les 2/3 vont au Mexique (90% des échanges mexicains se font avec les USA).

Le Mexique et le Chili, proches alliés des USA, ont voté à l'ONU une résolution sur l'intervention en Irak. Ce fait est tout à fait significatif. Le président Peter Hackim, président de l'*American Dialog* a publié un article dans *Foreign Affairs* titré *Is USA losing Latin America?*. Le virage à gauche de l'AL s'est fait parce que Washington

foutait la paix aux Latinoaméricains. Quelques décennies en arrière, Chávez, non mais LOL quoi. L'intervention US en Irak a été soutenue par seulement 8 États d'Amérique.

Les relations entre USA et Brésil, qui est un pays-continent du sud et un acteur global sur la scène internationale, peuvent permettre de se demander si, après la fin de la bipolarité de la GF, il n'y a pas une bipolarité qui est en train de se construire en Amérique. Est-ce une articulation, un découplage, un couplage, un affrontement, une rivalité cordiale... ?

Le Baron de Rio Branco : un diplomate exceptionnel qui était parvenu, par la négociation, à arracher des centaines de milliers de km² à tous les voisins du Brésil, sans guerre. Il avait posé les principes du Brésil : « ni satellite, ni puissance ». Le principe a néanmoins beaucoup varié. L'un des principaux auteurs de l'école géopolitique brésilienne (c'est une vraie école) disait « la défense de la sécurité du *North western hemisphere* incombe aux USA et le sud au Brésil ». Les généraux brésiliens vont cependant longtemps devenir « le porte-avions des USA ». On a parlé du Brésil comme « sous-impérialisme » ; on est très loin des principes de Rio Branco. À partir de la fin des 70s, le Brésil marque son autonomie et soutient l'Argentine dans la guerre des Malouines. Face à cela, les USA soutiennent leur ancien colonisateur et les intérêts occidentaux, ce qui est très mal vu. Le Brésil s'est, de même, opposé à l'embargo US sur le régime castriste. L'alignement sur Washington ne fait pas le cœur de la politique extérieure du Brésil.

Le découplage pose problème : Henry Kissinger, en 2001, s'est insurgé contre « l'aspiration brésilienne au *leadership* car cela constitue un défi à la position historique des USA dans l'hémisphère occidental. » pour Kissinger, l'Histoire est celle de la domination US. L'émergence d'une nouvelle puissance vient donc défier cette conception.

Existe-t-il des accords régionaux ? N'y a-t-il pas un choc des modèles d'intégration ? L'ALENA tout d'abord. Au Mexique, d'ailleurs, on dit TLC et pas TLCNA, pour oublier qu'on est dans l'Amérique du Nord. On peut faire tout un cours sur « Le Mexique est-il en Amérique du Nord ? » Le Mexique a soutenu la Révolution cubaine, ce qui ne fut pas pour plaire à Washington. Les USA ont cherché à étendre l'ALENA à l'ensemble du continent américain (projet bushien de ZLEA / AFTA / ALCA).

Face à cela, il y avait le Mercosur. [...]

Si le multilatéralisme ne marche pas, les USA peuvent toujours passer au bilatéralisme. Quand les USA et le Honduras passent un accord, quel est le pouvoir de négociation du Honduras ? En Uruguay, un président de gauche a été contré par sa propre majorité parlementaire car il voulait un accord avec les USA. Idem pour l'Équateur. Les USA ont les moyens de signer des accords bilatéraux avec des petits.

Il y a eu d'autres projets politiques : en 2004, Chávez et Fidel ont proposé l'ALBA, contre une prétendue recolonisation US que représenterait la ZLEA. Il y a des projets médiatiques, tout ça, mais l'Alba n'est pas une vraie alternative.

La Communauté sud-américaine des Nations (CSN, devenu Unasur. Parenthèse : on a pensé à une Union Sud-Américaine, mais ça le faisait pas, les initiales U.S.A.) vient d'un

accord entre le Mercosur et la Communauté andine. S'y sont ensuite greffées la Bolivie et les deux Guyanes, ce qui fait tous les États d'Amérique du sud. Les velléités hégémoniques du Brésil sont très mal vues par les Argentins. « Pourquoi les Argentins regardent-ils le ciel quand il y a de l'orage ? Parce qu'ils sont persuadés que Dieu les prend en photo. » Cette zone se fait entre rivalités nationales (Brésil-Argentine), frictions politiques (Chili-Bolivie) et malgré les énormes disparités (les Guyanes, voilà quoi).

Politique brésilienne des cercles concentriques :

- 1) le cône Sud. Voir le Mercosur.
- 2) l'Amérique du Sud. Ce qui explique leur motivation à faire l'Unasur, pour la *lideranza*.
- 3) L'Atlantique sud. Donc l'Afrique du sud et les États lusophones d'Afriques. On a un axe Brasília-Pretoria, motivé par le fait que le Brésil est le deuxième pays noir au monde.
- 4) La scène mondiale. Donc au sein des BRICS, la présence à l'OMC où le Brésil engage des combats avec les plus grands (subventions sur le coton et l'acier ; médicaments antirétroviraux génériques). Il y a des accords Mercosur-UE, des accords avec la Chine et le Japon.

Du fait même du poids brésilien, il y a des réticences de la part du Mercosur à aller dans le sens brésilien. Il y a très peu d'intégration et d'institutionnalisation. Le rêve mercosurien de faire l'Europe en 10 ans, faut pas rêver. Et puis allez demander à un Argentin de se sentir mercosurien avant de se sentir argentin ! Il va avoir l'impression d'être un colonisé par le Brésil.

Lula avait voyagé à São-Tomé pour établir des relations stratégiques ; idem avec la Chine, avec la visite de Hu Jintao en 2004. Il y a un problème de congestion des infrastructures brésiennes. Le Brésil s'est également rapproché des pays arabes.

Cardozo, puis encore davantage Lula, ont entrepris de faire du Brésil un acteur mondial, et ce via une diplomatie commerciale agressive. Les diplomates brésiliens sont peu nombreux, formés dans l'Institut Rio Branco (« ENA diplomatique »). Dès le premier mandat de Lula, il y a eu une volonté d'accroître les effectifs de la diplomatie brésilienne en Amérique du sud. Lula a créé un forum permanent Ibas (Inde Brésil Afrique du Sud). Sous pression de l'industrie agricole et du secteur financier, au FMI, le Brésil s'est aligné sur les positions des banques pour l'orthodoxie financière. Il a pu développer des projets sociaux (*Bolsa Familia*) et se permettre de devenir prêteur au FMI. En même temps, à l'OMC, le Brésil va exiger la suppression des subventions à l'agriculture de part des USA-UE. Donc il est tantôt avec les grands, tantôt contre les grands. Il est l'un des principaux fondateurs du G20. Il fait passer ses intérêts au milieu des intérêts des petits qu'on ne prend pas assez en compte. Selon la FAO et l'OCDE, le Brésil et l'Argentine sont les seuls à pouvoir absorber la demande agricole chinoise et indienne.

Géopolitique du Yémen

On va parler des crises de l'intégration régionale (II) et des conflits (III).

I. Bases géographiques et historiques

La Yémen est au sud-ouest de la péninsule arabique et a une superficie de 530.000km² (env. France métropolitaine). Il est la seule zone du monde arabe touchée par la mousson. On a des zones arides ; Sanaa est à plus de 2.200m d'altitude ; on a des basses terres fertiles au sud et à l'est. Cette dichotomie plateaux / basses terres peut expliquer les limites de la révolte actuelle ; on en parlera après.

Le Yémen a 400km de côtes, souvent exposées à une chaleur écrasante. Il y a une région désertique au nord-est (« Quart vide » ; « Al-Rub al Khâlî »). Il y aussi des espèces endémiques, comme sur l'île de Socotra, où se développe l'écotourisme. Il a été longtemps appelé, sous l'époque romaine, « Arabia felix ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui ; les ressources aquifères se font de plus en plus rares. D'un point de vue géopolitique, le Yémen se retrouve à l'intersection de plusieurs ensembles régionaux, mais il n'est au centre d'aucun. Il est à la marge de la péninsule arabique, de la mer Rouge, et de la corne de l'Afrique. Hassan Salame, directeur de l'école des affaires internationales ; lisez son interview dans *Lemonde.fr* sur les révoltes au Yémen.

L'histoire du Yémen : le pays a deux trajectoires bien différentes entre le nord-ouest et le sud-est. Le nord a connu un imamat millénaire (direction temporelle et spirituelle musulmane) de 897 à 1962 ; cette zone n'a jamais été colonisée. L'imamat se réclamait du zaïdisme, variante du chiisme. Il fut fondé en 897 à Sa'ada ; a coexisté avec d'autres types d'Etats ; son étendue a varié selon les époques, mais il a toujours perduré. Au XVIème et XIXème siècle, il a connu une domination ottomane.

Dans l'imamat, la stratification sociale était assez rigide. Au sommet de la pyramide, les Sa'ada, descendants du Prophète. Au-dessous, les Qudât (juges, par extension hauts fonctionnaires) ; puis les chefs de tribu, membres de tribus, commerçants, paysans, métiers vils, balayeurs et chanteurs ; enfin, les Juifs.

L'imamat zaïdite a été assez isolationniste ; dans les 30s, le MAE ne voulait pas construire de routes pour éviter une colonisation. Sanaa a cependant longtemps été un espace très attractif pour les intellectuels.

Il y a eu une tentative de renversement de l'Imam Yahya (début XXème siècle) par un mouvement fondamentaliste (mouvement des Libres Yéménites) soutenu par les Frères musulmans. L'Imam a été assassiné ; on a eu un imamat constitutionnel qui n'a duré qu'un mois. Le fils de Yahya, Ahmad, a regagné le pouvoir en se basant sur les tribus. Cette tactique est intéressante car c'est la tactique employée par le pouvoir actuel pour contenir la révolte.

En 1955, une autre tentative échoue ; en 1961, idem ; en 1962, la Révolution républicaine renverse l'imamat, et on assiste à un processus d'uniformisation qui rend les divisions sociales caduques.

Le sens des appartenances confessionnelles a souvent changé ; elles ont longtemps été délimitées par de critères géographiques. Après la Révolution, est zâidite celui qui se considère comme tel. Entre 1962 et 1970, une guerre civile a lieu entre républicains et royalistes (partisans de l'ancien régime). Un traité de réconciliation de 1970 confirme la victoire républicaine, et intègre les royalistes, sauf la famille régnante de Hamîd al-Dîn, exilé de manière irrévocable (l'exil court toujours). Jusqu'en 1978, une série de gouvernements militaires vont de coup d'État en coup d'État. Depuis 1978, Ali Abdallâh Sâlih est au pouvoir.

Il y a eu une branche des Frères musulmans au Yémen, qui s'est peu à peu émancipée du mouvement égyptien. Un mouvement similaire a été observée dans toutes les franges nationales des Frères musulmans. Au Yémen, elle s'appelle Rassemblement Yéménite pour la Réforme. Ils restent hors du CPG, parti unique du Nord-Yémen jusqu'en 1990, année de la réunification et de l'instauration du pluralisme partisan.

Depuis 1937, Aden n'est plus liée au Bureau colonial de Bombay et devient colonie de la Couronne. Dans les 50s, c'était le deuxième port mondial après New York en termes d'activité. L'arrière-pays a longtemps été divisé en deux protectorats, divisés en régimes semi-féodaux type sultanats. Dans l'arrière-pays, la présence britannique était peu palpable.

En 1963 commence la révolution contre les Britanniques ; en 1967, elle triomphe. Jusqu'en 1969, le régime de gauche nationaliste est au pouvoir ; il est destitué par un mouvement « correctionnel » qui instaure un régime marxiste-léniniste. On trouve des portraits de Marx et Lénine partout ; le vocabulaire d'État est imprégné de rhétorique marxiste.

Malgré leurs divergences idéologiques (République arabe contre République populaire démocratique), les deux régimes ont toujours montré une aspiration à l'unification. La RPDY n'était pas dans le bloc de l'Est ; on a accusé l'Histoire et les occupations ottomane au nord, britannique au sud. Cela n'empêche pas les frictions entre les deux États. En 1990, les deux Yémen s'unissent en une République yéménite.

On est passé d'un *condominium* entre les deux Partis et les deux armées. On a distribué les responsabilités du nouvel État entre les responsables des deux régimes. Cependant, les anciens cadres du sud sentent que le nouveau processus se fait sans eux ; certains d'entre eux sont assassinés par des fondamentalistes revenus d'Afghanistan. La guerre d'Afghanistan a beaucoup déstabilisé le Yémen ; les dirigeants nordistes les ont utilisés pour marginaliser les sudistes. Aux premières législatives, le Parti socialiste arrive troisième, derrière une alliance des Frères musulmans et de la plus grande confédération tribale du pays (*Islâh*). Un gouvernement tripartite se forme ; les socialistes sont de plus en plus marginalisés, à tel point que leur chef de file s'exile à Aden, l'ancienne capitale du sud. En 1994, il y a une guerre entre les deux anciennes armées. Le sud tente de refaire sécession, mais il est défait par le nord.

Fin 1995, l'Erythrée envahit les îles Hanish en mer Rouge. Le Yémen les reprend

grâce à l'arbitrage international en 1998. entre 1994 et 97, le gouvernement est composé des islamistes de l'*Islâh* et du CPG ; en 1998, l'*Islâh* est écarté du pouvoir mais son chef de file gagne la présidence du Parlement. Ses deux fils sont au gouvernement ; d'où une démonstration que les clivages politiques ne sont pas aussi fort qu'on voudrait le faire croire.

En octobre 2000, il y a une attaque contre le destroyer *USS Call*. Cet événement relance la coopération avec les USA. Le Yémen s'en était éloigné en soutenant Saddam Hussein pendant la Guerre du Golfe. Le 9/11 vient

En 2006 se tient la première élection présidentielle multipartite, avec un candidat de l'opposition islamiste-socialiste qui recueille 21% des voix alors que le régime est très autoritaire.

En 2007 a lieu une mobilisation sudiste contre la discrimination ; en 2009, les branches yéménite et saoudienne d'*Al-Qaida* fusionnent en Base du Djihad dans la Péninsule des Arabes. La même année, il y a un accord entre le gouvernement et l'opposition pour reporter les élections.

II.

Le Yémen est le pays le plus pauvre de la péninsule arabique. Il n'y a pas de sécurité alimentaire, notamment dans les zones rurales.

- Le pétrole

Les revenus du pétrole constituent 75% des revenus du gouvernement. Le pic de la production a été atteint en 2002. D'ici 10 ans, le Yémen n'exportera plus de pétrole. Cette tendance n'a pas été visible à cause de la hausse des prix ; cependant, depuis la chute des prix en 2008, il y a eu une prise de conscience. Il y a eu une tentative de réduire le budget jusqu'à 50% qui n'a pu aboutir. Les experts martèlent aux autorités qu'elle va en chier pour diversifier son économie.

Un échec ne signifierait pas un *failed state*, « somalisé » ; mais l'État sera sans aucun doute assisté. Il serait trop coûteux pour les voisins et les Occidentaux de l'occuper militairement.

Lors du second semestre 2009, on a découvert un gisement de gaz à Balhaf. Mais cela ne compensera en aucun cas le tarissement du pétrole.

- L'eau

Le plus inquiétant est l'épuisement des ressources aquifères. Il y a des projets de déplacement de la capitale pour éviter que Sanaa ne devienne la première capitale au monde privée d'eau. Déjà avant que Christophe Colomb ne découvre l'Amérique, le Yémen avait des représentants de l'Afrique à l'Asie du sud-est.

Le Yémen reçoit des devises de ses émigrés dans le monde ; l'actuel roi de Malaisie est d'origine yéménite. Aujourd'hui, les émigrés yéménites sont surtout en Arabie saoudite.

Dans les 80s, il y a une baisse des salaires en Arabie saoudite, alors que 1M de

yéménites y travaillent. Après la Guerre du Golfe, 800.000 Yéménites sont expulsés. L'immigration en Arabie saoudite devient asiatique ; malgré la normalisation qui a eu lieu en 2000 entre Arabie saoudite et Yémen, les relations entre les deux pays continuent à être tendues.

- Le qât

C'est un arbuste qui pousse entre 1000 et 2000 mètres. C'est une plante énergisante qui est mastiquée par les Yéménites toutes les après-midi. C'est leur coca à eux, qui peut provoquer anorexie et impuissance sexuelle. Le qât grève le budget des familles ; les Yéménites ont un repas par jour. Il a un effet psychique qui empêche les gens de vouloir améliorer leur condition personnelle. Cependant, il assure un maillage du pays.

III. L'intégration régionale du Yémen

Le royaume d'Arabie saoudite naît en 1932 ; le traité de paix trace partiellement la frontière, et place en Arabie des provinces ethniquement yéménites, mais qui ne faisait pas partie de l'imamat.

L'imamat zâidite a été soutenu par l'Arabie saoudite contre les républicains, alors que les wahhabites¹ sont sunnites et les zâidites chiites. Lors de cette guerre civile, on est dans le contexte de la « Guerre froide arabe » (1958-1970) entre Nasser et l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite a tout fait pour éviter la naissance d'un État fort chiite au sud, par des centres salafistes². Ils essaient de l'implanter à Sa'ada, bastion historique du zâidisme à la source de tensions religieuses, armées et intellectuelles.

Après la réunification du pays, l'Arabie saoudite n'est pas enthousiaste. Pendant la Guerre du Golfe, le Yémen refuse de signer la Résolution 660 condamnant l'invasion irakienne du Koweït. En 1991, il ne vote pas non plus la Résolution 678, détériorant encore plus les relations avec l'Arabie saoudite.

En 1994, l'Arabie saoudite appuie la tentative de sécession du sud, alors que les sécessionnistes sont complètement opposés à l'Arabie saoudite. Ils font ça juste pour faire chier le Yémen. En 1992, il y a un affrontement avec l'Arabie sur une île en mer Rouge. En 2000, un accord fixe définitivement la frontière, le Yémen espérant trouver du pétrole dans les nouvelles zones. Cependant, la porosité des frontières existe, l'Arabie saoudite achetant les faveurs des tribus locales, leur octroyant des passeports saoudiens. Il y a eu un projet de mur à la frontière. En 2004 a lieu la guerre de Sa'ada. L'Arabie saoudite entre en scène en 2009, permettant à des soldats yéménites de

1 Wahab : Religieux du XVII^e siècle qui a passé un accord avec les Saoud, créant un État saoudite, ensuite défait par Mehmet Ali. Un deuxième État saoudite naît au milieu du XIX^e siècle. Les Saoudiens ne se revendiquent pas du wahhabisme.

2 Le salafisme vient du *salaf*, ancêtre. Ils correspondent aux générations des descendants des Compagnons du Prophète. Le salafisme est un mouvement fondamentaliste qui veut se rapprocher des premiers Compagnons du Prophète, mais certains salafistes vont revenir à un courant qui n'est pas littéraliste mais revenant à l'esprit originel. Mais ce mouvement n'existe quasiment plus au XX^e siècle.

pénétrer sur son territoire pour encercler les rebelles.

L'intégration régionale avance ; le Yémen a intégré quelques instances du conseil de Coopération du Golfe. Jusqu'ici, il avait toujours été refusé, notamment par le Koweït suite à sa position de 1990. Un sondage en ligne de la chaîne *Al-Arabiya* est très clair : avec une très forte participation, 80% des internautes considèrent que l'entrée du Yémen dans le CCG n'est pas souhaitable.

Vis-à-vis de la corne de l'Afrique, le Yémen manque de moyens. Il accueille des réfugiés somaliens. Les Somaliens du Yémen ont une situation sociale aussi précaire que leur État.

Quand l'Erythrée décide d'envahir les îles yéménites du Hanish, le Yémen est surpris dans la mesure où il l'avait aidé dans sa guerre pour l'indépendance vis-à-vis de l'Éthiopie. Le Yémen a craint qu'une intervention militaire contre l'Erythrée ne profitât aux Occidentaux et à Israël. L'arbitrage international, après une négociation en 1996, la CIJ rend une décision de 1998 rendant une grande partie des îles au Yémen. Les relations s'améliorent jusqu'à la guerre de Sa'ada en 2004. L'Iran est soupçonné d'avoir envoyé des armes aux rebelles par le biais de l'Erythrée.

La question de la piraterie : il y a eu une tentative implicite d'internationalisation de la mer Rouge ; le Yémen a crié au loup. En 2009, il y a eu une réunion des pays riverains de la mer Rouge et du Golfe à Riyad ; ils créent une Force arabe contre la piraterie.

Hossein al-Hûthi, en 2002, dans une conférence à Sa'ada intitulée « Le cri face aux puissants arrogants », il exhorte les Yéménites à répéter un slogan « Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, mort aux Juifs ». Ce slogan a été rassembleur car perçu comme une mobilisation anti-impérialiste. Lorsque les gens sortaient de la mosquée, ils scandaient le slogan toutes confessions confondues.

Une opération de police échoue ; en 2004, al-Hûthi est assassiné. La guerre continue, impulsée par le père puis le frère d'al-Hûthi. La guerre va se caractériser par des régionalisations, avec une médiation du Qatar et une intervention de l'Arabie saoudite.

Le régime, en confessionnalisant le politique, est apparu comme défenseur de l'ordre républicain. Le gouvernement a accusé l'Iran, en espérant ainsi avoir le soutien du CCG, et du même coup pouvoir y rentrer et avoir l'appui de l'Arabie saoudite.

Le président yéménite, d'origine zâidite, ne se considère pas comme tel. Donc le Yémen a affirmé qu'étant d'origine zâidite, il s'est défendu d'avoir pratiqué des massacres confessionnels.

La revendication des partisans d'al-Hûthi visait à lutter contre les républicains et leur tentative d'instrumentalisation des tribus des hauts plateaux. En effet, ils leur disaient que l'ordre millénaire qui leur portait préjudice allait être aboli. Cela marcha dans beaucoup d'endroits ; sauf à Sa'ada.

À Sa'ada, il y a le plus grand marché d'armes du pays. Cela est permis notamment

par le trafic transfrontalier avec l'Arabie saoudite proche.

De plus, au début des 80s, le Centre salafiste attise les tensions confessionnelles de la région ; la deuxième revendication des rebelles vise à lutter contre les stigmatisations de leur apparence confessionnelle.

La confessionnalisation du politique par le pouvoir a abouti à une stigmatisation et à une refondation identitaire. Comme « l'antisémite fait le Juif » (Sartre), beaucoup de personnes se sont identifiées par leur stigmatisation.

L'autre foyer de tensions est l'agitation sudiste (*Al-Hirâk*) ; après la défaite de la sécession sudiste en juillet 1994, il y a eu une discrimination des régions du sud.

Problème de l'agitation sudiste : elle n'est pas centralisée et ses meneurs sont en désaccord. Ils sont tombés dans le piège de la discrimination à l'envers, discriminant des ouvriers venus du nord. On a même été jusqu'à créer un Centre de recherches visant à prouver que le Nord et le Sud, c'est pas pareil.

On dit depuis un moment que le Yémen est la nouvelle base arrière d'*al-Qaida*. Umar abd al-Hakîm, membre d'*al-Qaida*, a étudié cette question : le Prophète aurait dit « La sagesse est yéménite, la foi est yéménite » et d'autres phrases en faveur du Yémen. De plus, les hauts plateaux yéménites sont difficiles d'accès ; l'accès du Yémen au détroit de Bab el-Mandeb, et l'hospitalité traditionnelle yéménite.

Au Yémen, il y a deux tribus : du sang et du sol. Dans les hauts plateaux, le mode de production est basé sur l'élevage. La structure de la tribu est assez solidaire ; le chef n'est pas supérieur aux autres membres ; le lien du sang est plus fort que le lien hiérarchique, donnant de la force à la tribu et la poussant à être autonomes. Cet esprit de corps explique la faiblesse des tribus dans le nord. De plus, au temps de l'imamat, ces tribus furent le bras armé de l'Imam.

Dans les zones de production fertiles, basées sur l'agriculture, les tribus sont beaucoup plus hiérarchisées. Il y a des prisons tribales, pas d'esprit de corps. Ces disparités permettent une pénétration plus facile du pouvoir central. Cf. carte 2.

Déjà en 1986, ben Laden avait pensé au Yémen. Le Yémen du sud étant allié à l'URSS qui occupait l'Afghanistan et ben Laden étant d'origine yéménite, *al-Qaida* s'y est très tôt intéressé. Les premières opérations d'*al-Qaida* ont eu lieu à partir de 1992. En 2002, un pétrolier français est attaqué.

En 2006, 23 membres d'*al-Qaida* fuient de la prison de Sanaa avec la bénédiction complice du pouvoir. En 2009, *al-Qaida* se réorganise. Son chef dans la Péninsule arabique est un des évadés de 2006. Le pouvoir est globalement sincère dans sa lutte contre AQPA, même si l'évasion s'est faite grâce à une connivence.

Géopolitique du Pakistan

Le Pakistan limite avec l'Afghanistan, l'Iran, l'Inde et la Chine.

La guerre contre le terrorisme en Afghanistan a débordé sur les tribus frontalières. Le croisement complexe des dynamiques géopolitiques fait de ce pays l'oeil du cyclone. Le Pakistan est très fragile et très complexe, au carrefour de conflits régionaux, tiraillé par de fortes tensions communautaires. Il se trouve à l'épicentre du terrorisme.

I. Géopolitique intérieure

Le Pakistan est un pays de multiples fractures internes ; ethniques et religieuses. Il a été créé au nom de l'Islam ; c'est le seul pays avec Israël créé au nom d'une religion. Sa création a été au centre d'un conflit très sanglant ; « Pakistan », ça signifie « le pays des purs ».

Lahore et Islamabad, au Pendjab, sont le « P » du Pakistan. Le « A » représente les Afghans. « Ah bon ? » ...ou plus précisément les Pachtounes de la *North West Frontier Province*, frontalière avec l'Afghanistan, que l'on retrouve de l'autre côté de la frontière.

« K » pour « Kashmir ». C'est la pomme de discorde avec l'Inde.

« S » pour « Sind ». Benazir Bhutto en était originaire.

La 4ème province, pas mentionnée dans le nom du pays, est le Baloutchistan, frontalier à la fois avec l'Iran et l'Afghanistan. Les Baloutchis se retrouvent aussi dans ces deux pays. Donc les ethnies vont au-delà des frontières.

Malgré une volonté pérenne d'installer un État fort et les nombreuses références à l'islam, le Pakistan, fragile État-nation, a eu du mal à se renforcer et est miné de l'intérieur par des forces centrifuges, à la fois ethniques et religieuses. Si c'est une République islamique, il se divise au nom de la religion et de l'ethnie, tant et si bien que le spectre d'une « balkanisation » plane de plus en plus sur la fédération.

Faisons donc un peu d'histoire. Le Pakistan est basé sur les Mohadjir, musulmans ayant migré d'Inde au moment de la partition de l'Empire des Indes. Ils parlent l'ourdou et ont été les premiers soutiens à la Ligue musulmane et à l'idée même de l'État du Pakistan que celle-ci défendait. Au moment de la partition, les Pendjabis ont migré aussi. Les musulmans ont migré dans le Sind, vers Karachi, capitale d'alors, au sud du pays. C'est le poumon industriel et commercial pakistanais. Les Mohadjir dominent la fonction publique et les professions libérales, de même que l'État à travers le parti nationaliste Ligue musulmane. Ils partagent donc leur position dominante avec une autre ethnie : les Pendjabis. En raison de leur statut de race martiale sous le Raj britannique, ils représentent aujourd'hui une grande partie des forces armées pakistanaises. Or, l'armée est l'institution la plus puissante d'un pays miné par un sentiment d'insécurité permanent vis-à-vis de l'Inde. C'est aussi la cinquième armée du monde en importance. Dès la fin des 50s, les Mohadjir commencent à perdre leur position dominante, avec

l'arrivée au pouvoir du général Ayub Khan (1958). Il y a un essor des Pendjabis au sein de l'État pakistanais qui se fait déterminant, et qui ne se démentira plus jusqu'à aujourd'hui. C'est là le nœud des tensions communautaires : le Pakistan a été marqué par une « pendjabisation » qui va alimenter le ressentiment des autres provinces, et donc des autres communautés ethniques. Ils représentent 80M d'habitants sur 160M, soit la moitié de la population.

Autre détail : jusqu'en 1971, le Pakistan avait une autre aile orientale : le Bangladesh, séparé du Pakistan occidental par 2.000 kilomètres d'Inde. La formule, intenable, a mené à la sécession de la région orientale. Cet événement a propulsé le Pakistan dans une crise identitaire, dans la mesure où l'autre pays musulman s'en détachait. La création au nom de l'islam prenait donc un coup dans l'aile. Le Pakistan n'a pas réussi à unifier les revendications communautaires avec l'islam, car il y a eu sécession. Le Pakistan n'a pas géré le pluralisme ethnique.

[...]

Ali Bhutto, père de Benazir, a été PM. Il a été pendu par le régime militaire en 1979. Cela va exacerber le ressentiment des Sindis à l'égard de l'État. Revendications autonomistes des Sindis. Le Parti du Peuple Pakistanais (PPP) des Bhutto est apparu comme un parti sindi, encourageant, alors que Benazir était PM, les Sindis à s'identifier à l'État. Cette identification à l'État, en fonction de critères ethniques, représente l'enjeu d'une concurrence entre les élites des différentes communautés.

S'il y a eu des ambitions nationalistes sindis, les Mohadjir eux-mêmes vont également commencer à construire une identité particulière ; une sorte de cinquième ethnie. Fervents partisans du nationalisme pakistanais, ils ont été moins zélés lorsque la « pendjabisation » dans les 70s va les faire se sentir marginalisés. Or, de fait, c'est une ethnie construite. Une organisation politique a servi à canaliser leurs revendications : le Mouvement national unifié (MQM). Il est devenu une force politique régionale incontournable ; on l'accuse d'être un « parti mafieux », son chef, rendu coupable de quelques exactions, est actuellement en exil à Londres. Il jouit chez ses partisans d'une aura quasi-mystique, même si le parti est largement sécularisé.

L'*ISI (Intern Services Intelligence)* est dénoncé comme un « État dans l'État ». sur les problématiques communautaires, le Baloutchistan, immense province, n'abrite que 3% de la population pakistanaise (3% de la population) et 42% de la surface du pays. Elle est à la frontière de l'Iran et de l'Afghanistan qui ont des populations baloutches. Il y a un mouvement baloutche, qui a débouché sur 4 insurrections. L'Iran a aidé le Pakistan à lutter contre celles-ci, craignant une contagion de la révolte. L'Iran considère le Baloutchistan comme son protectorat ; de même que le Pakistan considère l'Afghanistan comme le sien. En octobre 2009, il y a eu un attentat dans la province baloutche iranienne. L'Iran a accusé le Pakistan d'être une base arrière des terroristes, l'accusant d'être proche des groupes sectaires terroristes. Comme les autres *leaders*, les nationalistes baloutches demandent une autonomie accrue, voire l'indépendance. Comme

les Sindis, ils veulent mettre un terme à la discrimination économique flagrante dont ils sont victimes vis-à-vis des Pendjabis, et ils souhaitent une redistribution plus égale du pouvoir et des ressources, fussent-elles matérielles, politiques, ou symboliques. C'est dans cette province que se trouve la grande majorité des ressources : du pétrole, du cuivre, de l'uranium, du gaz naturel. Gwadar, port qui a pour ambition de devenir l'égal de Dubai, a été construit avec le concours de la Chine.

Le Sind, le Baloutchistan et la province Pachtoun (NWFP) représentent 70% du territoire pakistanais. L'Indus travers tout le territoire ; or, le Pendjab est accusé de monopoliser l'eau de l'Indus.

Dans les zones tribales, peuplées de tribus très indépendantes sur lesquelles tous les colonisateurs se sont cassé les dents, il y a très peu de contrôle du gouvernement fédéral. Fin XIXème, au moment de la colonisation britannique, a été tracée la « Ligne Durand ». Cette frontière, toujours valide aujourd'hui, n'est pas reconnue par l'Afghanistan. L'Afghanistan représentait la zone-tampon entre les deux grands empires britannique et russe. Ce litige frontalier a empoisonné les relations entre les deux États. Le nationalisme pachtoun a baissé avec l'augmentation des responsabilités pachtounes au sein de l'État. Seuls les Baloutches en ont été durablement éloignés. Les Pachtouns, ancienne « race martiale », ont une forte présence dans l'armée, tout comme les Pendjabis.

Entre 1979 et 1981, presque 2,5M d'Afghans se sont installés en NWFP. Elle a cependant coupé en deux l'ethnie pachtoun, créant une solidarité ethnique transfrontalière.

Le Pakistan exerce un contrôle sur la résistance sunnite dont Peshawar, capitale de la NWFP, est la base arrière des moudjahidines partis se battre contre les Soviétiques. Cette résistance afghane est devenue la cause islamiste par excellence. Les combattants venus d'autres pays pour combattre les Soviétiques sont des « Afghans arabes ». Les patrons US ont fourni des armes et des munitions. Cette résistance se structure autour des partis islamistes. Le *Djamate Islami*, parti islamiste pakistanais, se base sur le panislamisme de la résistance.

En 1994 à Kandahar, émerge le mouvement *Taliban*, avec le soutien pakistanais, n'arrangeant rien au problème selon lequel l'Afghanistan est un protectorat du Pakistan.

Les *FATA (Federally Administered Tribal Areas)* sont aujourd'hui au cœur de l'opération militaire lancée par l'armée pakistanaise en octobre 2009, contre les *Taliban* et *al-Qaida*. Ces zones tribales sont découpées en 7 agences. [...]

[...]

Benazir Bhutto est l'une des personnalités politiques qui a le plus financé le mouvement *Taliban* émergent. Le couteau sous la gorge, Musharraf a stoppé son soutien aux *Taliban* et accepté une alliance avec les USA. [...]

À Mumbai en 2008, un commando pakistanais a mené des attaques sur différents lieux.

Une vague sans précédent de représailles a commencé en septembre 2007 ; en août avait eu lieu une attaque de l'armée sur des mosquées contre les *Taliban*. Depuis, la vague a fait environ 4.000 morts, venant d'attentats-suicides.

Aux lignes de fracture ethniques se superposent des lignes de fracture religieuses, opposant d'une part les sunnites aux chiïtes ; et au sein même du sunnisme, les Deobandi, les Barelwis et les Ahl-e Hadith, écoles créées au XIX^{ème}. À côté, le *Jamat-Islami*, fondé dans les 40s par Maududi, ne se rattachant à aucun courant. Les Barelwis sont assez fondamentalistes, alors que les deux autres sont assez critiques vis-à-vis du soufisme, tradition mystique de l'islam et principale forme de piété au Pakistan. Les Barelwis sont majoritaires, mais ont été pris de vitesse par les deux autres. Les trois courants se sont radicalisés, constituant des groupes armés distincts et souvent dotés de structures clandestines depuis les 80s. Leurs objectifs, djihadistes et sectaires, sont permis par l'entraînement militaire, l'action armée et les assassinats, y compris par attentats-suicides. L'État a privatisé, au Kashmir, l'*ISI*. Notons que le Pakistan n'est pas un *failed state*.

On a eu une ethnicisation de la religion. Ce processus s'est mis en place : les groupes religieux ont des zones d'influence géographique différentes. Les groupes les plus réformistes, mais aussi les plus radicaux, déploient leur influence, surtout dans les zones pachtounes en *NWFP*, mais aussi au Baloutchistan, dans le sud du Pendjab (il y a aussi des *Taliban* pendjabis) et à Karachi, devenue la principale vile pachtounes du pays.

L'offensive dans la vallée de Swat a été interprétée comme une guerre anti-pachtouns. Si l'on ajoute à cela la solidarité pachtounes transfrontalière, doublée d'une solidarité religieuse Deobandi, mais aussi politique - avec l'agenda anti-impérialiste, c'est le bordel intégral. Il existe un réseau islamique radical régional dont le centre est le Pakistan. C'est le nœud central de la mobilisation des réseaux islamiques radicaux.

Il a été déterminé que les Pakistanais sont plus opposés aux États-Unis qu'à l'Inde, et qu'aux *Taliban*. Mais avec le temps, les *Taliban* ont commencé à s'attaquer aux civils, y compris aux sanctuaires soufis. Ces attaques, ayant fait de nombreuses victimes, ont fait que les *Taliban* se fassent détester par à peu près tout le monde. Même dans les zones tribales et dans la *NWFP*, les chefs tribaux et les populations sont opposés aux *Taliban*.

Le Mexique fait partie des émergents à venir, même s'ils ont une crise financière tous les 6 ans. Les États-Unis y interviennent régulièrement, et donc, le Mexique sait comment y faire pour ne pas les froisser.

Nous, on a un lac atlantique qui coupe l'Occident, et surtout l'Atlantique nord. On a les Alliés membres de l'OTAN ; on a un « Plan Colombia » contre le narcotrafic ; le Mexique, l'Égypte, Israël, le Pakistan, bénéficient de risques.

Beaucoup s'étonnent de la politique obamienne sur la Libye. Mais si on prend en compte le

fait que les USA ont une obsession sécuritaire dans leur politique internationale, il n'était plus le paria des RI - il va le redevenir. Le pétrole libyen, c'est *peanuts*. Ça a un peu augmenté mais ça augmentera pas plus. Là où il est en train de se passer des choses, c'est dans la Péninsule arabique. [...] avec Kadhafi, on va repartir de zéro. Il sera peut-être moins bien reçu dans les jardins de l'Élysée, mais fondamentalement, ça va pas changer.

La Chine, elle s'en cogne de Kadhafi. Elle aurait vraisemblablement opposé son veto à une intervention en Libye.

Le « piège américain » (Vincent Desportes) : Pourquoi l'écrasante machine de guerre US est-elle mise en difficulté ? Pourquoi les États-Unis peuvent-ils perdre les guerres d'aujourd'hui ? Rappelons les échecs : Vietnam, Somalie. Rappelons les succès : la Guerre froide. Elle a sans conteste été gagnée, mais essentiellement grâce à une stratégie de dissuasion et de course aux armements. La compétence des forces armées jouait un rôle virtuel ; la victoire est venue de l'argent investi par le complexe militaro-industriel. 1991, Guerre du Golfe : elle a été gagnée au prix d'une disproportion inouïe des forces. 1999, Serbie : il a fallu la moitié de l'*US Air Force*, pendant 78 jours, pour venir à bout de ce timbre-poste. Pour que la communauté internationale intervienne en Libye, il faudrait un sacré massacre perpétué par Mouammar.

Pourquoi les États-Unis se piègent-ils dans des guerres qu'ils ne peuvent pas gagner ? Ces guerres non-gagnées handicapent tout le bloc occidental, donc la France. Et le Royaume-Uni. Si les États-Unis ne sortent pas du piège afghan, c'est pas les Rosbifs qui vont en sortir tout seuls. La culture US repose sur l'idée de la « destinée américaine ». Le Code militaire dit « Je suis un soldat américain, représentant de la nation la plus remarquable du monde ». La politique extérieure US repose donc sur des racines culturelles. L'autre religion US est celle de l'efficacité : « on est les plus efficaces ». Si on évoque l'idée de guerre juste (*Just Cause*, Panamá 1989), on est persuadé que l'on a raison et donc, on ne va pas se remettre en cause. Si on y va, on se demande pas pourquoi on y va ; on y va. Point. Dans les nouvelles guerres « grises », « hybrides », menées au sein même des populations, les États-Unis sont très mal à l'aise. On leur explique qu'on va aller vaincre le mal, mais on va aussi leur expliquer que face à l'adversaire, il faut avoir une attitude plus positive. Il faut empêcher les terroristes de passer pour libérateurs et soi-même pour des occupants, faire de l'action psychologique.

La guerre a toujours été conçue par les USA comme un choix et comme un engagement total et momentané. Il faut faire du *hit and run*. Illustration : l'immense capacité de mobilisation du pays. Entre 1938 et 1945, les troupes US sont passées de 300.000 à 12M hommes. En 2001, « année zéro » de la guerre contre le terrorisme, le budget de défense US (40% des dépenses militaires mondiales) s'élevait à \$335G. En 2009, il est de \$676G. Dans ce cadre, il faut évaluer le rapport coût-efficacité dans les conflits que l'on n'est pas sûr de gagner. Donc il faut des stratégies qui économisent le sang. La technique inventée est celle des *contractors* : il y a aujourd'hui plus de mercenaires en

Afghanistan que l'armée régulière.

En 2009, le général Stanley McChrystal a déclaré que « le conflit ne sera pas gagné par destruction de l'ennemi ». Cela va à l'encontre de tout ce qui avait été dit auparavant.

Y a pas que le Brésil : le Venezuela veut fédérer autour de lui ; la Bolivie tient un discours d'unification. Un peu partout, les pays élargissent la gamme de leurs relations extérieures. L'idée que ces pays puissent dépendre de qui que ce soit est aujourd'hui absurde.

Les relations inter-américaines s'articulent autour de 4 points :

La sécurité énergétique. Le Brésil s'affirme de plus en plus comme un partenaire privilégié dans la gestion des affaires latinoaméricaines. Pendant son premier mandat, Lula est un gaúcho, les USA s'en méfient. Il y a des ressources très largement inexploitées - pétrole équatorien, gaz bolivien, pétrole du Golfe du Mexique. Si l'on y ajoute les flux financiers USA-Mexique, on voit bien qu'ils ont des buts pétroliers. Les tenants du nationalisme pétrolier, dans l'opinion mexicaine, s'y opposent pour l'instant. Le Brésil travaille avec ses voisins du cône sud à un vaste réseau régional de distribution d'énergie.

Les drogues et le crime organisé. La drogue transite par les pays d'Amérique centrale. En quantité, c'est très peu, mais vue la taille des pays, ça leur proportionne des revenus considérables. Ex : Belize, Bahamas. En Amérique centrale et Caraïbes, on a une véritable hécatombe. Les guerres des gangs en Amérique du sud (Colombie, Brésil) ont diminué et se sont déplacées. Cf. le Nordeste brésilien et le nord mexicain. Les prix du marché de la coke ont diminué. L'administration Obama commence à s'intéresser à la réduction de la demande. La drogue a fait plus de victimes au Mexique que la guerre en Irak aux USA. De plus, la corruption frappe à tous les niveaux. Il y a une volonté du Mexique de contrôler les armes légères sur le marché US, car c'est en ça que les trafiquants se fournissent. Les USA considèrent au contraire que l'insécurité est une raison de plus pour s'armer.

L'immigration. On compte 45M *hispanics* aux USA. Par *hispanics*, on entend tous les Américains pas du Nord. Ce qui maintient la démographie US, ce n'est pas la procréation *waspi* mais l'immigration *hispanic*. Les *remesas* - envois de devises des immigrés - vers le Mexique et l'Amérique centrale. Le nombre d'illégaux augmente ; Fox a longtemps combattu pour la régularisation des sans-papiers en territoire US. Comment systématiser les mécanismes d'accès à la citoyenneté ? On sait qu'il est impossible de contrôler 3.500km de frontières.

Les risques d'instabilité régionale liés à la dissidence de Chávez, Calderón e tutti quanti.

Les options sont limitées.

Les dossiers mexicains captent l'essentiel des sources - économiques et politiques -

disponibles. Cf. l'article du *Diplo* de mars 2011 « Et le Mexique cessa d'être indépendant ».

Le Mexique - conférence de Gustavo Vega

Les relations USA-Mexique dans le cadre des relations inter-américaines

Conférence de Gustavo Vega

[il suce Dany le Grinçant]

The relationship b/w USA and Mexico is characterize by the topics of drug trafficking and security topics. Probably there is no more important relationship for the USA than the relationship w/ Mexico. Both countries don't realize the potential role of Mexico, even in the recovery of the US economy in the last two years.

After the last economic crisis, there was a shift of power in IR. New countries like the BRICS are playing an important role.

The south cone recovered this years thanks to the demand of commodities. In economic sense, Latin America is divided b/w the South Cone that grows very fast and Mexico, which is too dependent on the US. The ALBA and the Unasur are tries to build a South American free trade zone. Despite that there is a past dependency created because of the historical relationship b/w countries. There is a great debate in Mexico about the diversification, in order to prevent the situation in which the Mexican growth depends on US growth. How has the relationship developed since the negotiation of NAFTA, and which are the challenges?

The relationship b/w Mexico and the US is a long-time relationship that has roots in the 19th century. From 1821 (independence of Mexico) and the 1880s, Mexico crossed a period of instability. There were strong disagreements according to the political and economical policies to lead. "La doctrina Estrada" was the idea of the principle of non-intervention and equality of the states in the IR. Mexico did not accept the idea of recognizing states. Mexico had a lot of problems; President Porfirio Diaz did not recognize his election was tricked. He promised to organize free elections, but decided Mexico was not ready for democracy; he installed a strong government with economical openness. The most important foreign investment that came to Mexico was US investment. A lot of Mexicans were invite to work in the US. The railroad system in the southern States was built by Mexicans and Chinese. [...]

One of the principles guiding the Revolution was the wish of recovering control. The possessor, the only owner of the Mexican territory was the Mexican government. That led to a lot of frictions with the US. This principle was written in the Mexican Constitution. Mexico decided in [...], to nationalize the oil industry. During WWII, Mexico decided to negotiate his participation to the war effort. That created labor relationship b/w both countries. The *maquiladora* program, implemented in the 1960s. In the 1980s, with the debt crisis, Mexico had to negotiate the creation of the NAFTA, knowing that the Europeans and the South Americans were doing so. The participation of Mexico to Mercosur was refused by Brazil. They saw that the Bolivarian dream did not work. President Salinas was advised to negotiate a stronger relationship with the US, given the geographical proximity b/w Mexico and the US.

Brazil and Argentina made the Mercosur to overcome their political and economical rivalry. The level of development b/w the participants was quite similar; in North America, it was not the case. Mexican economy is 1/10 of US economy. The opening of economy was quite risky knowing the strong inequality.

Andean countries are also similar - Colombia, Ecuador, Peru. The North American case is unique. The aim was to fight against the competition of European and Asian countries.

Mexico had always been in deficit with US. Since they made the NAFTA, it did not happen any more. Mexican position as a supplier of the US. Mexico is the second supplier of the US (behind China, since China joined the WTO).

The recovery of Mexican economy allowed it to produce vehicles and textile. The Mexican economy, with its level of wages, must focus on the advanced technologies production, just because it can't compete with China.

[...]

it is not only protection; the 9/11 created a situation in which the US feared terrorist attacks on their soil. They started to *surveiller* their border, to facilitate legal trade and at the same time to prevent terrorist attacks. This is a field in which Mexico has to make progress.

Domestic Mexican affairs: the principle of non-reelection, democracy. The big block in the revolutionary group of Zapata, Pancho Villa was in favor of a return of land to people and Indian communities. The only way to establish a democracy supposed the existence of parties, controlling the revolutionary groups. At the top of the Party there was the President of the country. Even though they controlled the party, they agreed they should remain in place for 6 years. The Constitution of 1917 posed the principle of non-reelection. The idea was to allow the people of different classes to have the power. The PRI controlled the elections and who would govern each state, who would be part of the Supreme Court. It was a corporatist model. During the 60s the system started to collapse. It could not face the economical crisis. The modernization of the country, with an increasing middle class, was starting to challenge the regime. In the 60s there was a student movement inspired from the French May. The government started to open up

the system to other parties. Since the 80s and the economical crisis, that led to a situation in which other parties govern. In 2000, the PRI lost the Presidency for the first time. Unfortunately, because of lack of government experience, divided government gave an extremely complicated system.

This process of new democratization gave a situation in which the effectiveness [...]

The Mexicans have not been able to propose a great reform of fiscality. If the PRI comes back to power, it will move into a centrist orientation. Mexico could come to a consensus. French companies are interested in the participation in telecommunication. The greatest telecom company is *TelMex*, leaded by the billionaire Carlos Slim.

More related to the war on crime, there is a lot of unsatisfactions. The US support the Mexican efforts in its struggle against crime. Canada played an important role, in NAFTA. Like Mexico, Canada depends on US economy. In fact, NAFTA is not the oldest free trade agreement in North America: there was a Canadian-US agreement 4 years before NAFTA. The Europeans were strengthening their union. When the UK joined the European Community, Canada lost participation in the European market and looked for other markets. For the Canadians, the only way to recover their growth was to negotiate a free trade agreement with the US. The US wanted to include Mexico in this zone.

Canada wanted to ensure they would get the same advantages as Mexico. The Mexicans supporting free trade were people who had studied in US or European universities.

Most Canadian banks survived the crisis because they had been more conservative than the US banks.

Mexico is very close to the Central American countries. Mexico provides oil at a lowered price. The aim is to tackle the drug trafficking. There is a Meso-American project, from Mexico to Colombia.

Corruption is linked with the way the system works. There have been intents of reform, transparency laws, a service system. All the purchases the government does have to obey a transparent procedure. But it is embedded with Mexican society. The family of the President benefited of Mr Slim's profits. The Mexicans know corruption is part of their culture. The OECD is developing a program to fight against corruption.

Mexico has a historical relationship with Cuba. The Cuban Revolution parted from Mexico. In Cuba there is a museum with the figure of Lazaro Cardenas. Mexico was, with Argentina, the only country to oppose the exclusion of Cuba from the OAS. Now Mexico does not really know if it has to keep supporting Cuba and the Castro or to support a democratic transition. Castro has always seen Mexico as the best ally of Cuba in America.

Chapitre 2 - Le nouveau monde multipolaire

Obama, qui est un intellectuel - ce qui va lui coûter cher - a pris en compte la multipolarité. Cependant, les États-Unis ne vont pas prendre en compte, miraculeusement, les puissances émergentes, sauf s'ils y sont contraints. Dans ce monde, l'Europe ne vaut que dalle, soit dit en passant. Quand le Brésil l'ouvre sur l'Iran, il se plante, mais on l'écoute. Sur l'industrie des antirétroviraux, le Brésil a eu de très importantes victoires. Ils ont la direction de la Minustah (Haïti). Donc on ne peut pas oublier le Brésil. Ni la Chine, mais ça on en parle même pas tellement c'est évident.

On va parler des pays émergents. Il y a des classements des économies, des marchés... on va parler des BRIC. Le terme de « pays émergents » a été pour la première fois utilisé en 1981, au sein d'une banque d'investissement. On parlait de « marchés émergents », au double-sens Bourse et marché de consommation. On est passé à « économies émergentes » puis à « pays émergents ».

En 2005, *Goldman Sachs* va classer 4 économies qu'il va opportunément désigner comme BRIC : Brésil Russie Inde Chine. À ce moment-là, *Goldman Sachs* en classe 11 autres. Les listes sont fluctuantes. Les 11 sont : Bangladesh, Égypte, Hongrie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Turquie. Beaucoup de ces pays se retrouvent peu, aujourd'hui, dans les listes. Le Bangladesh en fait partie ; l'Égypte est dans peu de listes. La Hongrie a complètement disparu. L'Iran a un potentiel énorme, mais est encore singulier. Le Mexique, on en a déjà parlé : il y est toujours. Le Nigeria est un grand pays pétrolier ; on a eu du mal à savoir sa population, c'est le premier pays noir au monde, très instable, mais s'il s'intègre bien dans le concert africain puis mondial, il a un potentiel énorme. Pakistan, on en a déjà parlé. Philippines, on en parle peu. Importance de la population, position géographique avantageuse au sein de l'Asie. Problème : guerres civiles. Cependant, l'Indonésie y ressemble, est plus homogène et paraît mieux placée pour être une grande économie d'ici quelques années. Quant à la Thaïlande, on la retrouve souvent dans les classements. Elle a de vraies ressources, notamment dans la production industrielle (*made in Thailand*). Turquie : on la trouve partout. Sa position politique est une position de rêve, elle est super éduquée. Elle a une présence en Asie centrale (Turkménistan) ; est stable du fait de sa démocratie. L'Europe est en train de faire une énorme bêtise en la laissant passer.

La Banque mondiale a fait un classement en 2007. *Ernst & Young* en a fait un en 2008, incluant les BRIC. Ils rajoutent l'Argentine - malgré une faible visibilité par rapport au Mexique et moins de dépendance vis-à-vis des États-Unis. La Corée du Sud : quand on parlait des BRIC, il fallait écrire BRIICC. Indonésie et Corée. Certains ont même rajouté le S d'Afrique du Sud.

Le développement économique implique-t-il la démocratie ? Dans les 60-70, une théorie affirmait que c'était l'économie, l'ouverture internationale, qui allait faire

tomber le bloc de l'Est. Un régime des pays démocratiques a-t-il plus de chances de croître plus vite que les autres ? Non : la Corée du Sud et Singapour en sont les exemples. Aujourd'hui, l'étau s'est desserré, mais quand même. Le Vietnam et surtout la grande Chine en sont aussi de parfaits exemples. Avantage : pas de grève, pas de contestation sociale. Les exemples foisonnent aussi dans le Maghreb-Mashrek.

En 2008, le Chili vient s'ajouter à la liste. Ça a été le « bon élève » du FMI, grande réussite du modèle néolibéral. Quand la Russie a commencé le *glasnost*, la *perestroïka*, elle a prétendu s'inspirer du modèle chilien. Depuis 3 ans, cependant, on ne le retrouve pas vraiment. L'Indonésie et la Malaisie sont apparues. On retrouve beaucoup de *made in Malaysia*. Leur marché intérieur est important ; leur régime est stable. La Pologne, comme la Hongrie avant, n'est pas restée. Enfin, l'Afrique du sud et le Vietnam reviennent. Au Vietnam, la libéralisation économique est toute récente (15 ans). La France y a perdu un énorme avantage à ce moment-là. C'est l'Australie qui prend les marchés d'Asie du Sud-Est. Le régime garantit la cohésion. Le *Crédit Agricole* a aussi inclus l'Ukraine.

Dernier classement : *Price Waterhouse*, janvier 2010. Il classe les économies appelées à devenir les dominantes en 2030 : 1) Chine 2) États-Unis 3) Inde 4) Japon 5) Brésil 6) Russie 7) Allemagne 8) Mexique 9) France 10) UK.

Chine : bon, sans commentaire.

Inde : dans le tertiaire, c'est déjà la première puissance mondiale. Ajoutons-y son poids démographique. On voit le *low-cost* se développer partout ; ça va devenir un truc universel. Dans la construction automobile, *Tata* ne marche pas super super bien, mais quand même. Vue la taille du marché intérieur indien, un truc qui ne marche pas super bien, c'est 300 millions d'acheteurs supplémentaires. Les grandes multinationales indiennes (*Mittal*) sont conquérantes. Il faudra compter avec les multinationales du Sud (*Petrobras*).

Japon : il descend. Il va peut-être remonter parce qu'il devra reconstruire suite au tsunami.

Brésil : on en a déjà suffisamment parlé. Il a encore monté.

Russie : remarquez que les BRIC sont dans les 6 premiers.

Allemagne : ils créent la différence au sein de l'Europe.

Mexique, France, UK : déjà parlé.

Ils ont ensuite fait un classement de 7 pays émergents ayant un PIB additionné qui serait l'équivalent du G7 actuel. On y retrouve les BRIC plus Mexique, Indonésie et Turquie. C'est le « E7 » : les 7 émergents.

Sur le plan de l'économie, de la puissance, qu'est-ce que cela signifie ? Le G20 acte cet état de fait. Le basculement de la richesse ne concerne pas que les 3 ou 4 géants. Les « émergés » sont les anciens Dragons : Corée, Singapour, Taiwan, Hong Kong, que l'on avait intégré dans le groupe un peu oublié des « NPI ». On ne peut pas comparer la situation des BRIC avec celle des pays européens, parce qu'ils ont une énorme masse

rurale qui est exclue de leur système. Pour la Chine, cela signifie des mégapoles de 30M habitants. C'est une fragilité de la Chine. Idem pour l'Inde : quand on a un milliard d'habitants, le mal-être rural se chiffre en centaines de millions. La Chine ne pourra pas tenir avec Shanghai dans le XXI^{ème} siècle et sa campagne au XVIII^{ème}.

On retrouve des caractéristiques structurelles similaires dans les émergents : la Chine produit tout. Donc c'est diversifié. L'appareil diversifié se retrouve aussi au Brésil, grand constructeur aéronautique. Une classe moyenne, par le nombre - à condition qu'elle existe et que les paysans pauvres aient des perspectives de progrès social - participe à la constitution d'un marché local. La Chine « produire local pour vendre global ». Beaucoup de pays, par réflexe, se disent « les Chinois nous vendent tout, et nous achetent rien ; c'est pas tenable. » Ils sont aussi insérés dans les circuits politiques. La Chine, qui s'est retrouvée du bon côté en 1945 et a eu son siège permanent au CSNU, l'a eu parce qu'elle était une puissance régionale asiatique. Aujourd'hui, c'est une puissance politique mondiale. Le veto chinois nous a fait très peur pour l'intervention en Libye.

Prenons l'exemple du Venezuela : premier producteur de pétrole d'Amérique, il dépend toutefois exclusivement du pétrole. Aucun des dirigeants - Chávez compris - n'a réussi à diversifier l'économie. Au lieu de réinvestir l'argent du pétrole, ils ont acheté du whisky. La diversification est donc une caractéristique pour être émergent. Pour les mêmes raisons, on n'y trouve pas les pays du Golfe. C'est aussi pour ça que le cas russe fait débat.

En AL, on a parlé de « décennie perdue » pour les années 80. Le PIB/hab y était inférieur à la fin qu'au début. Avec l'argent accumulé, ils ont pu tenir le choc des crises avec des plans de relance autofinancés ou des dévaluations qui font pas peur aux investisseurs.

Les échanges sud-sud se maintiennent, avec la diplomatie indienne. Les entreprises chinoises et indiennes investissent d'abord dans les États les plus proches : la Chine investit en Afrique, surtout en Égypte et au Maroc. Elle s'intéresse surtout aux ressources énergétiques, ce qui explique aussi ses investissements au Mexique et au Brésil. En investissant au Mexique, la Chine peut entrer sur le marché nord-américain ; de même qu'en produisant au Maroc, elle peut rentrer en Europe.

Chapitre 3 - Fragmentation du monde, quelles réalités ?

Le soft power

Le cinéma indien n'a pas le *soft power* du cinéma hollywoodien. Les *novelas* américaines s'exportent bien. La Chine essaie de développer un *soft power* à travers les Instituts Confucius.

Quelle est la géoéconomie des pays émergents ? Il faudra les prendre en compte à

moyen terme (20-25 ans). On verra les BRIC (Brésil Russie Inde Chine), les CIVETS (Colombie Indonésie Vietnam Égypte Turquie Afrique du Sud) et toutes ces conneries.

On aura des conférences sur le Yémen et sur le Pakistan.

Il faudra voir, aussi, la vision du monde par la Corée et le Japon, de l'Iran, de Méditerranée, du monde arabe...

[...] (arrivé en retard)

La Russie a peur des puissances nucléaires à ses portes, soit en croissance (Chine), soit qui risquent de le devenir (Iran).

En termes de sécurité globale, on dit souvent que la Russie est attentive à ce qui se passe en Ukraine. Sur la Géorgie, elle est aussi importante dans le dispositif stratégique russe. Kaboul aussi, d'autant qu'il y ont été présents. Kaboul et Téhéran - d'une certaine manière - sont dans un certain sens plus importants que « l'étranger proche ». La Russie considérerait l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN comme un *casus belli*. Le ravitaillement des troupes de l'OTAN ne peut se faire sans la Russie ; donc ils sont contraints à des accords. D'où la nécessité d'un dialogue sur les armements - y compris nucléaires.

Le pays a d'abord une volonté d'affirmation sur la scène internationale, de récupération du prestige et de la fierté. On retrouve cela dans la Chine. Humiliée au XIXème siècle, elle est dans ses Trente Glorieuses. Dans la conception géopolitique chinoise, les États-Unis sont la seule autre puissance acceptable. L'Allemagne, un peu, à la rigueur et vraiment si on va chercher très loin, l'UK.

Le « Groupe de Shanghai » comporte la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Fondée en juillet 2001 après l'élargissement à l'est de l'OTAN, elle vise à trouver un contretemps à cela impulsé par la Russie. Regardons les effectifs : Russie + Chine : 3,5M soldats. OTAN : 3,8M. Pour les ogives nucléaires, on est à peu près moitié-moitié. Pour les sous-marins, léger avantage à l'OTAN. Si l'on regarde cependant les dépenses militaires, OTAN = \$800G ; Groupe de Shanghai = \$80G.

On voit toutefois mal la Russie et la Chine avoir la même conception géopolitique. Le plus grand et le plus peuplé ne peuvent pas penser ensemble. Donc le Groupe de Shanghai n'a pas vraiment d'avenir. À moins que l'Inde n'adhère.

Les questions ayant trait à la politique énergétique : pour l'UE, il y a une forte dépendance vis-à-vis de la Russie. La puissance énergétique est un atout majeur de la Russie sur la scène internationale. Il y a une flotte en mer Noire, en Baltique, dans l'Océan Arctique.

L'Inde : sous l'influence de Gandhi, elle se présentait comme « la plus grande démocratie du monde ». Géographiquement, c'est vrai. Elle mettait en avant des

traditions pacifistes, universalistes, et prônait la non-ingérence, la souveraineté, le désarmement. La Chine aussi, d'ailleurs. Elle défend des principes d'harmonie. Sur le plan des principes, elle s'en voulait à la fois porte-parole, symbole.

L'Inde a affirmé une politique de puissance régionale, avec sa puissance nucléaire. Longtemps, la scission d'avec le Pakistan n'a pas été acceptée. Il y a eu deux guerres indo-pakistanaïses. Autre rival : la Chine. Il y a eu un conflit en 1962 où les Indiens ont pris une déculottée. Vis-à-vis du Pakistan, la course a tourné à l'avantage indien. Difficulté cependant : le Pakistan est un allié privilégié de Washington. L'Inde avait des accord avec l'URSS, mais n'a jamais pu entrer de plain-pied dans le camp occidental. L'alliance occidentale du Pakistan l'a empêché de sombrer complètement, rééquilibrant la situation. Concernant la force nucléaire, on a un équilibre de la terreur qui favorise la prudence. La montée en puissance de la Chine a beaucoup inquiété l'Inde. Lorsque le clivage est-ouest a disparu, l'Inde a été obligée de réinventer une diplomatie.

Les musulmans et la gauche sont tout à fait contre l'alliance avec l'Occident, même si l'URSS a implosé. En 1998, l'Inde a voulu montrer sa capacité nucléaire. L'Inde aspire à être la sixième puissance mondiale. [...]

La position de Delhi est historiquement très radicale, expliquant que la moitié de ses habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Elle a besoin d'une croissance soutenue pour la réduire. Ce qui suppose, par ailleurs, des émission de gaz à effet de serre à te rendre asthmatique Terminator.

Le gouvernement indien s'est rapproché de Washington. Il a semblé moins exigeant et moins agressif dans ses demandes d'efforts de la part des USA. Dans l'opinion, ce comportement a été très mal reçu. L'opinion indienne a catégoriquement refusé que l'Inde ne se fasse imposer des contraintes. Fin 2009, l'Inde s'est rapprochée de la Chine pour refuser, au sommet de Copenhague, toute contrainte chiffrée sur les émissions des pays en développement. L'Inde a une volonté de présence dans l'océan Indien, et vis-à-vis des populations indiennes de Madagascar, Mozambique, Sri Lanka...

La Chine : jusqu'au XIXème, elle se considère comme l'Empire du Milieu. Dans la représentation mentale chinoise, elle est le milieu du monde. C'est pas le centre du monde, mais on en est quand même pas loin.

En 1961, en raison du nationalisme chinois, Mao rompt avec l'URSS. Sous Deng Xiaoping, la Chine se lance dans l'économie socialiste de marché. Économie de marché avec contrôle de l'État. Giscard rappelle que ce qui a été mis en place il y a une trentaine d'années continue : la succession de Deng a été organisée. Et le futur président échappera à cette emprise de l'organisation de Deng. On sortira de « l'ère Deng », qui sont les Trente Glorieuses chinoises. Les Chinois misent beaucoup sur l'éducation, car ils ont besoin d'une innovation technologique propre et autonome, pour créer des produits chinois.

Dans le cas de la Chine, c'est une autre étape qui se prépare. Dans la proximité, la

Chine a récupéré Hong Kong et Macao. Son objectif, aujourd'hui, est la réunification avec Taïwan. Il y a une guerre diplomatique entre la Chine populaire et la République de Chine pour éviter que les États philatéliques des Caraïbes ne reconnaissent l'indépendance de Taïwan. La Chine fait pression pour que personne n'ouvre de représentation diplomatique à Taïwan.

On l'a dit, c'est un géant diplomatique avec une groooooosse croissance, très intégré dans la mondialisation. Elle tire la première des avantages comparatifs.

Quant aux relations avec la Russie, la Chine est décomplexée et estime qu'elle a dépassé la Russie depuis longtemps. La Chine s'intéresse à « ailleurs », c'est-à-dire l'AL (pour les matières premières) et l'Afrique. Que fait la Chine en Afrique ? Elle prend des positions par des investissements sans aucune contestation des dirigeants en place. Elle y va avec sa propre main-d'œuvre et fait des enclaves, sans engager des locaux. La présence est de plus en plus forte. Par rapport à la France, la Chine n'a pas de passé colonial en Afrique. L'expansion chinoise suscite des inquiétudes, en Occident, chez ceux qui perdent la compétition. À Madagascar, Ravalomanana avait vendu des millions d'hectares à des sociétés coréennes. Il y a chez les Africains une idée que leur territoire finira par ne plus leur appartenir. LA Chine répond que son émergence sera toujours pacifique. Quelle croissance pour la Chine ? Quelle prise en compte des questions de développement et d'écologie ? Le régime va-t-il être remis en cause ? Les dirigeants chinois sont lucides, ils ne sont pas idéologues. Quelles seront les réactions si la Chine devient une puissance mondiale ?

Un hors-série de *Courrier International* se réfère à « la Chine qui vient ». De quelle façon la Chine voit-elle le monde ? C'est une stratégie que le président chinois a indiqué comme étant en cinq points. 1) Les profonds changements de la société mondiale 2) La recherche d'un monde harmonieux 3) Le développement conjoint 4) Partage des responsabilités 5) Participation active aux affaires du monde.

La diplomatie active de Hu Jintao, avec un ensemble complet de théories, apparaît aux yeux du monde comme une rupture. Selon le président chinois, les Chinois vivent dans une ère d'opportunités et de défis, mais avec plus d'opportunités. Le miracle économique a permis à la « quatrième génération » de dirigeants de nuancer, voire de se distancier, par rapport au credo diplomatique de Deng qui était d'adopter un profil bas et de ne jamais se poser en *leader*. On trouve toujours cette conception, mais de moins en moins.

Dans un discours de 2008, Hu affirme que « l'avenir et le dessein de la Chine contemporaine sont de plus en plus liés à ceux du reste du monde. [...] La Chine doit donc adapter cet objectif [...] afin de contribuer à la paix et au développement de l'humanité. »

Selon Pékin, la contribution doit être proportionnelle à ce qu'apportent les pays industrialisés. La Chine participerait aux RI sans changer son modèle de développement. Hu affirme que dans le contexte de la mondialisation, les pays doivent se respecter afin de respecter le pluralisme des modèles de développement.

Malgré l'ouverture au monde de la Chine, le PCC dit qu'il ne se pliera jamais aux normes occidentales à la con : liberté d'expression, multipartisme. Si le PCC le décide, ce sera lui et pas les Occidentaux. Dans ses relations avec les « États parias » (Corée du Nord, Iran), la Chine dicte la politique de la Corée du Nord.

Lorsque les USA ont vendu des armes à la Chine, il y a eu une crise. En janvier 2010, la Chine a rendu publiques des mesures de rétorsion. La Chine doit s'habituer aux tentatives US de contrôler Taïwan, et la Chine via Taïwan. Selon le ministère de la Défense chinois, l'opposition chinoise ne relève pas du militaire ; c'est une question politique. Si les États-Unis ne vendaient qu'un couteau à l'armée taïwanaise, ils seraient pas contents.

La Chine ouvre des instituts Confucius un peu partout. Elle exporte de l'art ; les peintres chinois font aujourd'hui partie intégrante du marché de l'art. La Chine a une culture de l'harmonie, jusqu'ici marginalisée. La mise en avant de cette culture vise à faire en sorte que le monde ne voie plus la Chine comme menace.

Les puissances émergentes changent-elles l'ordre mondial ? Cf. la revue *Cultures et conflits*. Carlos Bilani, professeur brésilien, a analysé le rôle des puissances émergentes. En 2010, l'ordre mondial est un ordre multipolaire déséquilibré. De 2003 à 2007, les exportations chinoises ont augmenté de 30%/an.

Il y a une volonté brésilienne de diversifier ses partenaires commerciaux.

Quelle cohérence en termes de puissance politique ? Y a-t-il un groupe des pays émergents ? Non. La Chine s'en détache largement, désireuse de rééquilibrer l'ambition unipolaire des États-Unis. Ils ne sont pas non plus homogènes dans leur capacité de production. La Russie n'est pas un pays émergent ; elle est un pays émergé qui décline. En 2004, après 5 années d'expansion économique, le PIB russe était à peine supérieur à celui des Pays-Bas.

La Chine est le premier investisseur au Soudan. Dans la mer Caspienne, la Chine, l'Inde et le Japon se disputent le marché avec la Russie et les USA. L'Inde importe 85% de son pétrole. Sur le plan de la concurrence énergétique, il y a une forte concurrence. Sur le plan de l'éthanol, les deux premiers producteurs sont le Brésil et les USA. L'ordre mondial est, aujourd'hui, marqué par une ruée des puissances émergentes.

Il y a une volonté partagée de rééquilibrage de l'ordre mondial. La diplomatie brésilienne a essayé de s'affirmer par des règles plus transparentes.

De la part du Brésil, il s'agit de réformer l'ordre mondial en l'adaptant à la nouvelle situation économique. Groupe de Cairns : 18 exportateurs agricoles qualifié de « passif » par le Brésil car essentiellement sous *leadership* australien. Le G20 montre aussi une nouvelle vision. Mais il n'y a pas de stratégie commune. Les stratégies sont différentes.

Partiel : une question. Un recto-verso par question, pas plus. Flemmard !